



Femmes dans l'Emploi Informel :
Globalisation et Organisation



S'organiser pour le changement

WIEGO

Femmes dans l'Emploi Informel :
Globalisation et Organisation

Rapport annuel
de avril 2018 à mars 2019

Table des matières

7e Assemblée générale de WIEGO : célébrons nos progrès, renouvelons notre engagement	3
Soutien à la transition vers l'économie formelle	6
Les travailleuse·eur·s de l'informel dans le monde : du dénombrement aux données conviviales	8
Influencer l'agenda de la protection sociale	9
La campagne WIEGO pour les services de garde d'enfants grandit	10
Justice administrative, un instrument à promouvoir	11
WIEGO aux côtés des travailleuse·eur·s à domicile	12
WIEGO aux côtés des vendeuses et vendeurs de rue	14
WIEGO aux côtés des récupératrices et récupérateurs de matériaux	16
WIEGO aux côtés des travailleuse·eur·s domestiques	19
L'expertise du secteur informel sur la scène mondiale	20
Meilleure sensibilisation locale	23
Rapport financier	24
Publications et ressources WIEGO	26
Contributions à des publications externes	27
Conseil et équipe WIEGO	29

Mission de WIEGO

WIEGO croit que tous les travailleurs devraient avoir les mêmes possibilités économiques ainsi que les mêmes droits et être en mesure de déterminer les conditions de leur travail et de leur vie. WIEGO cherche à améliorer la situation des travailleurs pauvres dans l'économie informelle, surtout celle des femmes, par l'organisation et la représentation accrues, les statistiques et la recherche améliorées, des processus politiques plus inclusifs, les politiques plus équitables en matière de commerce, de travail, de planification urbaine et de protection sociale.

Pour obtenir des détails complémentaires sur les informations fournies dans le présent rapport et accéder à d'autres ressources comme les publications, les présentations et les vidéos, rendez-vous su www.wiego.org

Lettre de la présidente du Conseil

Chère famille et ami-e-s de WIEGO,

WIEGO a entamé sa troisième décennie avec une vitalité et un engagement renouvelés au sein du mouvement mondial des travailleuse-eur-s de l'informel. Le réseau WIEGO a eu un réel impact dans un contexte mondial qui devient de plus en plus difficile pour les travailleuse-eur-s. Et cela en gardant les travailleuse-eur-s et leurs organisations au centre de tout ce que nous faisons.

Un point marquant de l'année dernière a été notre septième Assemblée générale, en novembre. Les délégué-e-s de nos trois groupes de membres, organisations de base de travailleuse-eur-s de l'informel ; des chercheuse-eur-s et des statisticiennes, et des praticien-ne-s du développement, ont affirmé et renouvelé notre engagement à reconnaître les contributions des travailleuse-eur-s de l'informel à l'économie et à leur fournir les outils nécessaires pour mieux s'organiser et mieux faire entendre leur voix.

Les travailleuse-eur-s de l'informel doivent faire entendre leur voix dans les débats mondiaux où sont décidés les politiques qui affectent leur vies. Pour cela, elles ont besoin d'organisations mondiales fortes et représentatives. Avec le soutien de WIEGO, les travailleuse-eur-s à domicile ont fait un grand pas vers la création d'un réseau mondial. Elles ont formé un comité de pilotage composé de représentant-e-s de cinq réseaux régionaux pour prendre des décisions sur les structures de gouvernance et d'adhésion et rédiger une constitution. WIEGO a également soutenu les processus de réseautage mondial des récupérateur-eur-s de matériaux et le renforcement des liens entre leurs organisations en Asie et en Afrique de l'Ouest. Le travail de WIEGO avec la Fédération internationale des travailleuses domestiques a porté ses fruits en les rapprochant de la mise en œuvre de la Convention 189, et son travail avec StreetNet International a conduit à de nouveaux accords sur l'espace public.

WIEGO entre dans une nouvelle ère avec de nouvelles femmes dans des postes de direction. Toutes les organisations changent au fil du temps. Cependant, nous disposons d'une base solide, partagée par tous chez WIEGO : un engagement à servir les travailleuse-eur-s de l'informel et leurs organisations représentatives. C'est ce que fait WIEGO unique, dans le passé et dans les décennies à venir.

Renana Jhabvala

Renana Jhabvala
Présidente, WIEGO
Conseil d'administration

Octobre 2019



Lettre de la coordonnatrice internationale

Au cours de l'année 2018-2019, WIEGO a concentré son action sur les moyens pratiques de faire avancer les droits des travailleuses et a mis davantage en lumière les contributions et les défis des personnes travaillant dans l'économie informelle, sensibilisant ainsi l'opinion locale et mondiale.

Par exemple, faisant équipe avec Alliance des villes, WIEGO a démontré en quoi il est important que les personnes travailleuses puissent accéder à l'espace public, une collaboration qui a permis de mettre au point un ensemble de ressources à l'intention des fonctionnaires municipaux, des vendeurs de rue et des urbanistes. Notre Campagne pour les services de garde d'enfants, une action mondiale, a commencé à toucher les principaux acteurs internationaux et cette influence a aussi, à divers endroits, des répercussions positives sur les travailleuse-eur-s au niveau local.

Notre projet Justice administrative a permis aux personnes travailleuses dans la vente de rue et la récupération de matériaux, en Afrique du Sud, au Ghana et au Mexique, sensibilisés à leurs droits, de s'attaquer aux abus auxquels ils sont confrontés. Dans la même veine, nous avons travaillé avec la FITD pour doter les travailleuses domestiques d'une trousse d'outils dans le but de faciliter la mise en œuvre de la C189 et de s'assurer qu'elles bénéficient de protections légales. De la même manière, nous avons mené cet effort auprès des personnes travailleuses à domicile pour faire progresser la mise en œuvre de la Convention 177 sur le travail à domicile.

Notre présence à la Conférence internationale du Travail 2018, autre point saillant de l'année, nous a permis de participer à la discussion sur la violence et le harcèlement dans le monde du travail. Le travail fascinant que nos membres, partenaires et alliés ont fait au sein de ce forum a conduit à l'adoption, en juin 2019, d'une Convention de l'OIT concernant l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail.

D'autre part, participant à la 20e Conférence internationale des statisticiens du travail, au cours de laquelle la Classification internationale des statuts d'emploi (CISE-18) a été révisée, WIEGO y a réussi, en rendant les travailleuse-eur-s de l'informel plus visibles dans les statistiques officielles. Cette réussite est le point culminant de plusieurs années de travail mené au sein de notre programme Statistiques, que dirige à présent Françoise Carré, fer de lance des révisions de la CISE.

Notre travail au niveau tant national que local a marqué de grands progrès. En Bulgarie, WIEGO, présent aux côtés des travailleuse-eur-s à domicile, a facilité la compréhension des mécanismes de rapports de l'OIT qui pourraient être mis à profit en favorisant la place des protections juridiques. Un autre projet ; Réduction des déchets dans les villes côtières par le recyclage intégrateur, accroît chez les personnes récupératrices de matériaux, à Buenos Aires, à Dakar et à Accra, la capacité de détourner les plastiques des océans. À Delhi, nous avons aidé à la formation d'une coalition pour s'assurer que les problèmes des travailleuses de l'informel sont pris en compte dans le Plan directeur de Delhi, tandis qu'à Mexico, nous avons organisé sous le thème de « travailleurs invisibles » de la ville une exposition de photos sur les récupératrice-eur-s de matériaux.

Que ce soit sur la scène locale ou mondiale, l'année écoulée a vu jaillir une énergie et un élan dynamiques formidables en faveur du mouvement mondial des travailleuses de l'informel, même dans un contexte de plus en plus difficile, caractérisé par la montée des inégalités et le rétrécissement de l'espace voué à la société civile.



WIEGO est fier d'en faire partie, de ce mouvement mondial dynamique et important, et je m'estime chanceuse de faire partie de l'équipe WIEGO.

En toute solidarité,



Sally Roever, Ph.D.
Coordonnatrice internationale

Octobre 2019



Photo : Jonathan Torgovnik

À l'Assemblée générale, les participants ont beaucoup appris sur les réalisations et les plans de WIEGO et ont fait des suggestions propres à mieux soutenir leurs efforts sur le terrain par de nouvelles recherches et des actions ciblées.

7^e Assemblée générale de WIEGO : célébrons nos progrès, renouvelons notre engagement

Plus de 130 personnes venues de 41 pays se sont réunies à l'occasion de la 7^e Assemblée générale (AG) du réseau WIEGO placée sous le thème « S'organiser pour le changement ». Cet événement, tenu à Johannesburg, en Afrique du Sud, du 12 au 14 novembre, a attiré des leaders de travailleuse-eur-s de l'économie informelle, ainsi que des militants, des chercheurs et des décideurs concernés, l'occasion de faire le bilan des réalisations passées et de tracer la voie à suivre.

L'AG, convoquée tous les quatre ans, réunit les membres individuels et institutionnels de WIEGO. Et comme elle constitue un pilier essentiel de la gouvernance, les membres sont appelés à examiner les progrès, les plans et le budget de WIEGO, approuvent les candidats au nouveau conseil d'administration (voir la page 29) et entérinent l'élection des représentants à un comité des nominations.

Renana Jhabvala, présidente du conseil d'administration, dans son mot d'ouverture, a déclaré : « WIEGO est devenu plus grand, plus fort et plus efficace, et c'est grâce à vous toutes et tous », ajoutant que l'objectif principal de WIEGO, tel qu'il est défini dans ses Statuts, « est de soulager la précarité des travailleuse-eur-s appauvris dans l'économie informelle. C'est pourquoi nous sommes



Sally Roever, qui en est à sa première AG en tant qu'hôte et coordonnatrice internationale de WIEGO, a donné un aperçu de WIEGO : 37 membres institutionnels avec 215 organisations affiliées dans 90 pays, plus 125 membres individuels.

Photo : Jonathan Torgovnik

toutes et tous ici. Alors, comment ? En menant et en promouvant des travaux de recherche... En faisant progresser la compréhension des décideurs en matière de politiques. ... Et en épaulant les organisations de personnes travailleuses appauvries qui sont, bien sûr, les organisations de personnes de l'économie informelle. »

Puis, s'adressant aux déléguées et délégués – les membres institutionnels et individuels du réseau WIEGO –, elle a décrit en détail le rôle crucial qu'ils jouent en s'assurant que WIEGO continue d'agir dans le souci des travailleuses du secteur informel.

Les participants à l'AG ont eu droit à une vue d'ensemble du plan stratégique quinquennal de WIEGO. Le présent rapport annuel fait le point sur les progrès réalisés par WIEGO par rapport aux résultats escomptés.

« WIEGO a connu une croissance et elle est maintenant plus puissante et effective... »

Renana Jhabvala

Les participants à l'AG ont eu droit à une vue d'ensemble du plan stratégique quinquennal de WIEGO. Le présent rapport annuel fait le point sur les progrès réalisés par WIEGO par rapport aux résultats escomptés.

La solidarité à l'honneur



Lors d'un dîner spécial, les travailleuses de l'informel et leurs représentantes, venus du monde entier à Johannesburg, ont été reconnues lors d'une cérémonie. Une [courte vidéo](#), présentée en avant-première, met en lumière ce qu'est WIEGO.

Photo : Rhiana Chinapen

Autonomiser les travailleuses et travailleurs en emploi informel. Sécuriser leurs moyens de subsistance Aperçu du plan quinquennal de WIEGO (April 2018 à March 2023)

WIEGO est un réseau mondial axé sur la sécurisation des moyens de subsistance des travailleurs pauvres, en particulier des femmes, dans l'économie informelle. Nous créons un changement en renforçant et en soutenant les organisations de travailleuses et travailleurs informels, en élargissant la base de connaissances sur le travail informel et en influençant les débats locaux, nationaux et internationaux.

En 2018, WIEGO compte 38 membres institutionnels représentant environ 5 millions de membres dans 90 pays, et dirige des activités dans 56 pays dans 6 continents.



Key Programme Objectives:

Les organisations de travailleuses et travailleurs en emploi informel et les décideurs ont accès aux statistiques officielles nécessaires pour comprendre la taille et l'importance de l'économie informelle et peuvent les utiliser.

Des organisations fortes et démocratiques de travailleuses et travailleurs en emploi informel font partie de réseaux solides qui amplifient leur voix dans les cadres des politiques mondiaux.



Les travailleuses et travailleurs en emploi informel sont protégés du risque tout au long de leur vie grâce à l'accès à la protection sociale.

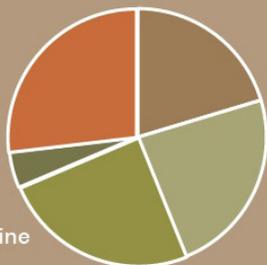
Les travailleuses et travailleurs en emploi informel sont en mesure de négocier efficacement des modifications législatives et politiques aux niveaux local, national, régional et mondial.



Les travailleuses et travailleurs en emploi informel urbains bénéficient de connaissances actualisées sur l'économie informelle et d'outils permettant de s'impliquer efficacement dans le monde du travail dans les villes du XXIe siècle.

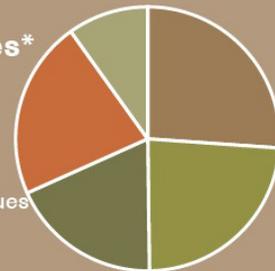
Activités planifiées* par region

- Asie
- Afrique
- Europe
- Mondial
- Amérique latine



Activités planifiées* par secteur professionnel

- Récupérateurs
- Vendeurs de rue
- Travailleuses domestiques
- Travailleurs à domicile
- Autre



* Environ 650 activités distinctes sont planifiées pour la période stratégique de cinq ans.

À l'écoute des membres

Les réunions des groupes constitués, organisées en parallèle à l'AG, ont permis aux membres de WIEGO d'examiner en profondeur les plans prévus pour les cinq prochaines années, de poser des questions et de proposer des idées propres à renforcer ces plans.

Dans une salle, **femmes et hommes chercheurs, statisticiens et praticiens du développement, qui sont des membres individuels**, ont entendu parler des orientations actuelles de la recherche. Ils ont exploré la manière dont les lacunes pourraient être comblées, de la mise à l'essai de la nouvelle catégorie statistique de personnes non-salariées dépendantes aux questions de savoir comment les travaux de recherche de WIEGO pourraient aborder des questions plus vastes telles que la migration, la dynamique générationnelle et le changement climatique.

Dans une autre, **les déléguées des organisations de base (OB), qui sont des membres institutionnels**, se sont réparties en groupes pour examiner en détail le plan quinquennal des programmes de WIEGO et de son initiative Villes focales. Plus précisément, elles ont été invitées à évaluer les points forts des plans généraux et ce que devraient être les priorités de chacun. Ils ont également fait des suggestions utiles notamment celles-ci :

- Le groupe chargé d'évaluer le plan du **programme Statistiques** a jugé prioritaire la nécessité de disposer de documents plus accessibles et plus conviviaux, adaptés à des publics spécifiques. Il a également exprimé le besoin de mieux comprendre la catégorie « **non-salarié dépendant** ».

- Le groupe qui s'est attaqué au plan du programme **Organisation et représentation** souhaitait voir donner plus d'information sur les activités de WIEGO et offrir plus de possibilités de s'engager au sein de WIEGO, estimant qu'une représentation, une consultation et une participation accrues à la base se traduiraient par des résultats plus significatifs.
- Pour ce qui est du **programme Droit**, la discussion, scindée en deux groupes, anglophones et hispanophones, a vu le premier souhaiter que le programme élargisse ses activités à d'autres pays, tandis que le groupe d'hispanophones a demandé que WIEGO facilite un forum grâce auquel les travailleuse-eur-s de tous les secteurs informels peuvent bénéficier de conseils juridiques.
- Examinant les plans du **programme Protection sociale**, le groupe a mis au premier plan la nécessité d'accroître les trousseaux d'outils et les formations sur la protection sociale, notamment l'intégration de la protection sociale à la formation sur la négociation collective afin que les OB puissent plaider plus efficacement en faveur de l'amélioration des soins de santé, de la protection de l'enfance et de la sécurité sociale des personnes âgées. Le groupe a également souligné la nécessité d'évaluer l'impact des interventions du programme dans le domaine de la santé et de forger des alliances avec d'autres organisations nationales ou régionales qui disposent de plus de ressources pour mener des interventions de protection sociale.
- Quant au **programme Politiques urbaines**, le groupe a fait porter ses discussions, pour l'essentiel, sur les questions

Principaux jalons à 5 ans

Nos objectifs sont ambitieux face aux tendances actuelles et aux forces contraires. Alors que nous visons à atteindre nos objectifs à long terme, ce sont les principaux jalons que nous cherchons à atteindre pour marquer nos progrès.



Si nous réussissons dans notre travail de 2018 à 2023, nous verrons notamment les points suivants :

A. Révisions apportées à la Classification internationale d'après la situation dans la profession (CISP) permettant aux bureaux nationaux de statistique de collecter des statistiques améliorées sur les travailleuses et travailleurs en emploi informel.



B. Nouvelles connaissances générées sur : la fiscalité et l'économie informelle, les contraintes pesant sur la productivité des travailleuses et travailleurs en emploi informel, l'impact de la réglementation et les coûts du travail informel.



C. Augmentation du nombre de plates-formes de dialogue entre les organisations de travailleuses et travailleurs informels et les gouvernements nationaux et locaux aboutissant à des accords négociés.



D. Un plus grand nombre des organisations de travailleuses et travailleurs en emploi informel sont en mesure de plaider efficacement en faveur de l'accès aux soins de santé et aux services de garde d'enfants.



E. Les organisations de travailleuses à domicile acquièrent une présence mondiale.



F. Les organisations de base utilisent efficacement le droit administratif pour contester les actions et les décisions des autorités locales qui ont un impact négatif sur leurs moyens de subsistance.



G. Un plus grand nombre des organisations de travailleuses et travailleurs en emploi informel comprennent et peuvent utiliser des compétences améliorées dans les négociations collectives.



H. Les réseaux mondiaux de travailleuses et travailleurs en emploi informel (StreetNet, FITD, Alliance mondiale de récupérateurs et les réseaux locaux régionaux) sont plus solides et plus durables.



centrales pour les récupératrices et récupérateurs de matériaux, l'un des points principaux étant que la fermeture des décharges devrait être une priorité mondiale, pas seulement locale ou nationale. Dans la même veine, le groupe a également abordé la nécessité d'une interaction accrue entre les différents secteurs de l'économie informelle, estimant surtout que WIEGO devrait élargir ses partenariats pour s'assurer que les conventions internationales se traduisent par des changements au niveau local dans davantage de pays.

- En évaluant le plan concernant les **Villes focales**, le groupe a accordé la priorité au renforcement des capacités des OB, à la négociation pour en arriver à une gestion inclusive des déchets solides et à une collaboration accrue avec les récupératrices et récupérateurs de matériaux dans les cinq Villes Focales de WIEGO.

Dans son discours liminaire, Marty Chen, conseillère principale de WIEGO, qui a dirigé WIEGO au cours de ses vingt premières années, a évoqué les progrès que les travailleuse-eur-s de l'informel ont réalisés au cours des 20 dernières années dans la création d'un monde plus juste et les défis importants qui subsistent, tout en soulignant son optimisme face à l'avenir.



- [Écouter un extrait audio de son discours](#)
- [Lire l'allocation](#)

Soutien à la transition vers l'économie formelle

En 2015, la Conférence internationale du Travail a adopté la Recommandation concernant la transition de l'économie informelle à l'économie formelle (R204), qui reconnaît les diverses catégories de travailleuse-eur-s de l'économie informelle et met en avant des lignes directrices permettant d'étendre la protection à tous les travailleurs. WIEGO œuvre aux côtés des organisations de l'économie informelle au Malawi et en Afrique du Sud alors qu'elles cherchent à s'orienter et négocient la mise en œuvre de la R204 de l'OIT.

Nos programmes Droit, et Organisation et représentation sont en train de collaborer à ce travail.

La R204 en Afrique du Sud

Plusieurs membres de l'équipe WIEGO sont basés en Afrique du Sud, où le gouvernement national a constitué une équipe de travail nationale, tenu des consultations et entamé le processus d'application de la R204. WIEGO y est très active en apportant aux organisations de l'économie informelle des informations vitales et en faisant valoir ses connaissances et son expertise dans le contexte des discussions en cours.

Près de 120 leaders des travailleuse-eur-s de l'informel, relevant de cinq secteurs (vente de rue, récupération de matériaux, pêche, conduite de taxis et travail de soins à domicile) et de huit organisations membres nationales et locales, ont participé aux ateliers nationaux, provinciaux et/ou municipaux organisés par WIEGO. Les participant-e-s connaissent mieux maintenant la Recommandation 204 et, sont donc mieux à même de s'y fonder pour mobiliser les membres à l'appui de revendications spécifiques auprès des autorités locales et nationales.

« La R204, c'était du chinois pour moi avant et je ne savais même pas qu'elle existait. De plus, les informations sur le formel et l'informel sont nouvelles pour moi... La clé, c'est la solidarité. »

~ Un participant à l'atelier

Les travailleuse-eur-s de l'informel des cinq secteurs font maintenant partie d'une équipe de travail multipartite. Les parties prenantes se sont entendues sur une feuille de route nationale relative à la mise en œuvre et, en principe, sur la nécessité de reformer les lois du travail et de la protection sociale.

Marlese Von Broembsen, directrice du programme Droit de WIEGO, avait pour tâche, comme le lui avait demandé le groupe des communautés (dont plusieurs OB de l'économie informelle) d'apporter une contribution technique au Sous-comité tripartite sur la réforme juridique en Afrique du Sud.

En juin 2018, WIEGO et la Fondation Open Society ont co-organisé sous le thème « [Aux prises avec l'économie informelle : solutions](#) »



Photo : Jonathan Torgovnik

La mise en œuvre de la R204 en Afrique du Sud, en novembre 2018, a fait l'objet d'une discussion passionnée entre les travailleuses et travailleurs de l'informel, les représentants du gouvernement et les experts du réseau WIEGO.

en vue de la formalisation » une rencontre à grande affluence, et la mise en œuvre de la R204 par l'Afrique du Sud a occupé une place importante dans les discussions. Jane Barrett, directrice du programme Organisation et représentation de WIEGO, y a présenté les progrès et les défis (voir sa présentation PowerPoint : [La Recommandation de l'OIT : pour en faire une réalité en Afrique du Sud](#) (en anglais). De même, Marlese Von Broembsen a donné une vue d'ensemble des cadres de la réforme juridique (voir [La Recommandation 204 de l'OIT et l'Afrique du Sud : une perspective de réforme juridique](#) (en anglais).

Ensemble, Jane et Marlese ont aussi rédigé la note d'orientation présentée par Pat Horn, coordonnatrice internationale de StreetNet, à l'équipe de projet nationale R204. Ce document constitue maintenant le document de base au sous-comité de la réforme juridique. Par ailleurs, Marlese a rédigé le mandat de ce dernier, lequel a été approuvé par l'équipe de travail.

En novembre, dans le cadre de son AG à Johannesburg, WIEGO a organisé un [Dialogue public pour ouvrir la voie à la reconnaissance et à l'inclusion des travailleuse-eur-s de l'informel](#). Au nombre des participant-e-s se comptaient des leaders de ces travailleuse-eur-s, des expert-e-s de l'économie informelle et des représentants gouvernementaux impliqués dans la mise en œuvre de la R204 de l'OIT concernant la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle en Afrique du Sud.

Rosheda Muller, présidente de SAITA (Association sud-africaine de commerçants informels), participante aux discussions nationales autour de la mise en œuvre de la R204, a pris la parole en novembre. Elle a expliqué que l'attente a duré trop longtemps :

“Les travailleuse-eur-s doivent augmenter la pression pour garantir que la R204 soit bientôt une réalité.”

WIEGO a mis au point ce [Sommaire de la R204 à l'intention des OB](#).

La R204 au Malawi

WIEGO a choisi d'appuyer la mise en œuvre de la R204 au [Malawi](#) parce qu'il est l'un des rares pays à avoir permis aux travailleuse-eur-s de l'informel de se constituer en syndicat dûment inscrit. Le MUFIS, le syndicat du secteur informel du Malawi, siège au Conseil consultatif tripartite du travail, l'organe du dialogue social, en tant que représentant des personnes travailleuses. La collaboration entre l'équipe WIEGO et le MUFIS est centrée sur les vendeuse-eur-s de rue, qui constituent la majorité des membres du MUFIS.

Le but principal de cette collaboration est de renforcer la capacité des dirigeant-e-s du syndicat à s'engager dans la négociation collective et à négocier avec les autorités. Cet appui devra leur permettre d'exprimer clairement leurs demandes pour que les gouvernements national et local mettent en œuvre la R204 en abordant des problèmes tels que la garde d'enfants, la santé et la sécurité au travail et la protection sociale du secteur informel. WIEGO soutient également la campagne du MUFIS pour exiger des services de garde d'enfants de qualité et ouverts aux heures de travail des vendeuse-eur-s.

WIEGO a commandé une analyse budgétaire de l'économie informelle (IEBA) de Lilongwe. Une telle étude couvre non seulement les budgets locaux et nationaux, mais aussi le cadre institutionnel et le processus budgétaire des collectivités locales.



Les travailleuse·eur·s de l'informel dans le monde : du dénombrement aux données conviviales

Étude sur la mesure des niveaux de vie (LSMS) : meilleures données sur les femmes et les jeunes

En 2018, l'Organisation internationale du Travail a publié les toutes premières estimations mondiales de l'emploi informel. Rendue à la troisième édition, *Les femmes et les hommes dans l'économie informelle : une synthèse statistique*, montre que 61 % de tous les travailleuse·eur·s occupent un emploi informel. Cela représente 2 milliards de personnes à l'échelle mondiale. Les estimations révèlent une relation claire entre les faibles niveaux de PIB et les niveaux élevés d'emploi informel dans les pays.

Par la suite, WIEGO a élaboré deux documents très pratiques, faciles à consulter, qui ont contribué à la généralisation de ces statistiques importantes. Une brochure, intitulée *Dénombrement des travailleurs informels du monde entier : un instantané mondial* (disponible également en [anglais](#) et [espagnol](#)), segmente les données par statut dans l'emploi, âge, sexe et secteur d'activité. Le deuxième, intitulé *Les femmes et les hommes dans l'économie informelle : une synthèse statistique*, de Florence Bonnet, Joann Vanek et Martha Chen, résume les principaux indicateurs de l'emploi informel tirés de la publication de l'OIT.

Une note statistique axée sur les zones urbaines de l'Afrique du Sud a également été mise au point. Disséminée, cette synthèse, intitulée, « *Les travail informel en milieu urbain en Afrique du Sud : un aperçu statistique* » (en anglais), préparée par Mike Rogan, n'est pas restée sans effet : le statisticien en chef du Bureau sud-africain de statistique (NSO) a pris contact avec ce dernier pour demander que le PPU travaille avec le NSO pour synchroniser les statistiques que rapporte le bureau sur le genre et l'emploi en fonction des objectifs du développement durable (ODD). Cette collaboration signifie donc que les travaux de WIEGO sur les statistiques urbaines, au niveau local, vont désormais renseigner les rapports que fait l'Afrique du Sud à l'ONU sur ses progrès vers la réalisation des ODD.

En novembre 2018, lors de l'atelier de lancement d'un projet de la Banque mondiale, « Améliorer la disponibilité et la qualité des données individuelles sur les femmes et les jeunes dans les études sur la mesure des niveaux de vie », Joann Vanek, conseillère senior auprès du programme Statistiques de WIEGO, s'est jointe à d'autres experts portés sur la politique de l'emploi et la recherche concernant les femmes et les jeunes.

L'atelier, tel que conçu, devra aider à préciser l'approche de la Banque mondiale alors qu'elle cherche à élaborer et à systématiser de meilleures méthodologies et directives pour la collecte auprès des ménages de données d'enquêtes sur l'emploi des femmes rurales et des jeunes dans les pays à revenu faible et intermédiaire. S'en trouveront améliorées la qualité et la disponibilité des données d'enquête servant à éclairer les politiques et les programmes.

Classification internationale des statuts d'emploi : des changements importants

WIEGO a contribué aux changements importants apportés à la Classification internationale des statuts d'emploi (CISE-18) et qui pourraient conduire à de meilleures politiques nationales bénéfiques aux personnes travailleuses du secteur informel. Lors de la [20^e Conférence internationale des statisticiens du travail \(CIST\)](#), tenue en octobre 2018, la nouvelle CISE-18 a été adoptée et remplace une norme internationale désuète du fait qu'elle ne reflétait plus la réalité de la main-d'œuvre mondiale.

Parmi les changements les plus importants, signalons une nouvelle catégorie, « non-salarié dépendant », qui comprend les travailleuses à domicile sous-traitants. La priorité a également été accordée à

la variable « lieu de travail/type de lieu de travail », et ce, dans le souci de voir établir des statistiques cohérentes sur les relations de travail et identifier les groupes de personnes travailleuses auxquelles s'intéresse WIEGO, à savoir les travailleuses domestiques, les travailleuses à domicile, les vendeuses de rue, les vendeuses de marché et les récupératrices de matériaux. En outre, les travailleuse-ur-s à domicile et domestiques ont été classés en catégories prioritaires aux fins de la production de statistiques, à laquelle s'ajoute la nécessité de poser des questions supplémentaires pour déterminer correctement leur statut.

La nouvelle CISE-18 a été adoptée et remplace une norme internationale désuète du fait qu'elle ne reflétait plus la réalité de la main-d'œuvre mondiale.

Françoise Carré et Joann Vanek de WIEGO, en tant que membres du groupe de travail pluriannuel chargé de préparer des recommandations, ont joué un rôle clé dans la réalisation des changements envisagés à la CISP. Françoise est devenue directrice des statistiques de WIEGO, en novembre 2018, lorsque Joann Vanek a quitté le poste après vingt ans à la tête du programme. À l'avenir, toutes deux feront partie d'un groupe de travail de l'OIT chargé d'examiner la définition des termes « secteur informel » et « emploi informel » en prévision de la prochaine réunion de la CISP en 2023.



Blog WIEGO : [Les nouvelles catégories d'emploi de l'OIT : un grand pas en avant pour les travailleurs et travailleuses de l'informel](#) par Leslie Vryenhoek (24 octobre 2018).

[Comprendre le terme statistique « non-salarié dépendant »](#) : une séance de questions-réponses avec Firoza Mehrotra (12 février 2019).



Joann Vanek, Marty Chen et Françoise Carré (de gauche à droite) ont représenté WIEGO à la CIST en octobre. Photo : Simel Esim

Influencer l'agenda de la protection sociale

La première version du document de l'OCDE sur la protection sociale des personnes travailleuses de l'informel fait référence à de nombreux documents de travail de WIEGO sur la définition de l'économie informelle, les statistiques et la protection sociale des ces travailleurs (c'est-à-dire la garde d'enfants, la SST et les soins de santé). Laura Alfes, directrice du programme Protection sociale, a été invitée à commenter le premier projet qui donnera lieu à une publication conjointe plus importante entre l'OIT et l'OCDE sur l'extension de la protection sociale aux personnes travailleuses de l'informel. Le rapport final retient bon nombre des ressources WIEGO citées à l'origine. Certaines des positions de principe se trouvent réaffirmées dans un [récent blog de l'OCDE](#).

En février 2019, [Rachel Moussié](#), directrice adjointe du programme Protection sociale chez WIEGO, a participé à la conférence de haut niveau : [Ensemble pour réaliser la protection sociale universelle d'ici 2030](#) à Genève. Cette conférence, organisée par l'UE et l'OIT avec le soutien de l'OCDE, qui a réuni des gouvernements, des acteurs multilatéraux et des organisations nationales, régionales et internationales, avait un double objectif : encourager les gouvernements des pays du Sud à s'engager à

réaliser la protection sociale universelle, comme le précisent les [objectifs de développement durable](#), et inciter les pays à adopter [l'appel à l'action en faveur de l'USP](#). Dans son intervention, Rachel a prôné l'extension de la protection sociale sur tout le cycle de vie et a fait valoir l'expertise de WIEGO sur les défis que connaissent les personnes travailleuses de l'informel en matière d'accès à la protection sociale et sur ce que les gouvernements peuvent faire à ce sujet.

Début 2019, le Programme de protection sociale a lancé un podcast pour apporter de nouvelles idées sur l'économie informelle à un public mondial. Des épisodes mensuels, d'une durée de 20 à 25 minutes environ, explorent la protection sociale et d'autres sujets relatifs à l'informalité. Écoutez ici : <https://soundcloud.com/informaleconomypodcastsp>.



Blog WIEGO : [Comment le Rapport sur le développement dans le monde s'est trompé ? : Repenser et «re-lie» les protections sociales pour l'avenir du travail](#) (en anglais) par Laura Alfes (le 25 juillet 2018).



Photo : Jonathan Torgovnik

À l'AG, Paola Caviedes Martinez, de la Confederación de Trabajadores de la Economía Popular [Confédération des travailleurs de l'économie populaire] (CTEP), en Argentine, a expliqué comment son organisation locale de récupératrice-eur-s de matériaux a négocié avec la ville un espace-garderie, ajoutant qu'il existe maintenant deux centres accueillant environ 335 enfants de moins de 14 ans. Les éducatrices qui travaillent dans ces garderies sont des femmes qui étaient auparavant récupératrices de matériaux.

La campagne WIEGO pour les services de garde d'enfants grandit

La campagne que fait WIEGO en faveur des services de garde d'enfants est née des demandes des OB persuadées que le manque de ces services nuit à la capacité des femmes de gagner leur vie dans le monde entier. Depuis le lancement de la campagne, il y a quelques années, de nombreuses OB ont emboîté le pas et l'ont mise en œuvre d'une manière adaptée aux réalités locales.

L'effet de la campagne se fait sentir au niveau local. Les blanchisseuses de Dakar, s'inspirant de la campagne, ont commencé, elles aussi, en 2018, à engager le dialogue avec les responsables municipaux au sujet de la protection de l'enfance. À l'AG de WIEGO, Vida Tangwam, de l'Association des marchands ambulants et vendeurs informels du Ghana, a fait savoir que la présence de garderie sur les marchés d'Accra a beaucoup contribué à augmenter le revenu des travailleuses.

Mais, elle a ajouté qu'il faut multiplier les efforts de plaidoyer pour augmenter le nombre de structures de garde d'enfants, en particulier celles disposant d'une place pour les nourrissons et les jeunes enfants. « Sans garderies, nous perdons surtout du revenu », dit-elle. « Si nous ne les exigeons pas, tout ce que nous faisons sera en vain, puisque notre santé va s'affaiblir à cause du surmenage. Pour les femmes, il y va de notre vie. »

La visibilité, voire la notoriété, de notre initiative relative à la garde d'enfants, menée au cours des trois dernières années, a influé sur les décideurs. Exemples éloquentes :

- Notre travail en matière de garde d'enfants a été cité dans le rapport de l'OIT intitulé [Prendre soin d'autrui: un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent](#).
- La communauté du développement de la petite enfance (comme la Fondation Bernard van Leer et la Fondation du fonds d'investissement pour l'enfance) et la communauté de la santé maternelle et infantile de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) prennent conscience de l'importance qu'il y a à travailler avec les travailleuses du secteur informel et tend la main à WIEGO pour explorer les collaborations possibles.
- Les efforts entrepris en 2017 en vue d'associer les syndicats internationaux à la campagne en faveur des services de garde ont conduit à une invitation (en octobre 2018) à la première réunion mondiale des syndicats sur l'économie des services de garde avec l'Association des travailleuses indépendantes de l'Inde (SEWA) et la Fédération internationale des travailleuse-eur-s domestiques (FITD).
- Lors de leur deuxième congrès tenu en novembre 2018, la FITD a adopté une résolution sur la garde d'enfants, que WIEGO a aidé le Syndicat des travailleuse-eur-s domestiques de la Jamaïque à élaborer et à présenter.



Photo : Jonathan Torgovnik

À Durban, au marché de Warwick Junction, Tina Mteshane est une vendeuse et guide touristique d'Asiye eTafuleni (AeT). En 2019, AeT a été sélectionné comme finaliste pour le prix WRI Ross, le premier prix mondial consacré aux projets transformateurs qui sont à l'origine de changements durables. Lisez le blog *Against the Odds*. [Contra viento y marea]

Justice administrative, un instrument à promouvoir

Nombre des difficultés que rencontrent les travailleuse-eur-s de l'informel résultent des décisions des autorités locales qui contrôlent l'accès à l'espace public, aux déchets, à la terre. Or, ces représentants de l'État sont tenus se conformer aux principes fondamentaux de la Justice administrative, qui exigent qu'ils suivent une procédure régulière. Les programmes Droit, et Organisation et représentation de WIEGO se donnent la main pour renforcer la capacité des organisations des travailleuse-eur-s de l'informel de contester les décisions lorsqu'elles violent la procédure légale.

En 2018-2019, le projet Justice administrative a été lancé en Afrique du Sud, au Ghana et au Mexique. Ont suivi dans chaque pays des ateliers participatifs accueillant au total 88 leaders de travailleuse-eur-s de l'informel. Des documents de sensibilisation ont été mis au point, notamment un guide présentant la loi d'une manière adaptée aux personnes travailleuses. Le [guide des travailleuse-eur-s d'Afrique du Sud](#) est disponible en ligne ; la version finale des guides d'Accra et de Mexico est en production.

Au cours de l'année qui s'est écoulée depuis l'atelier sud-africain, WIEGO a eu connaissance de six cas dans lesquels des

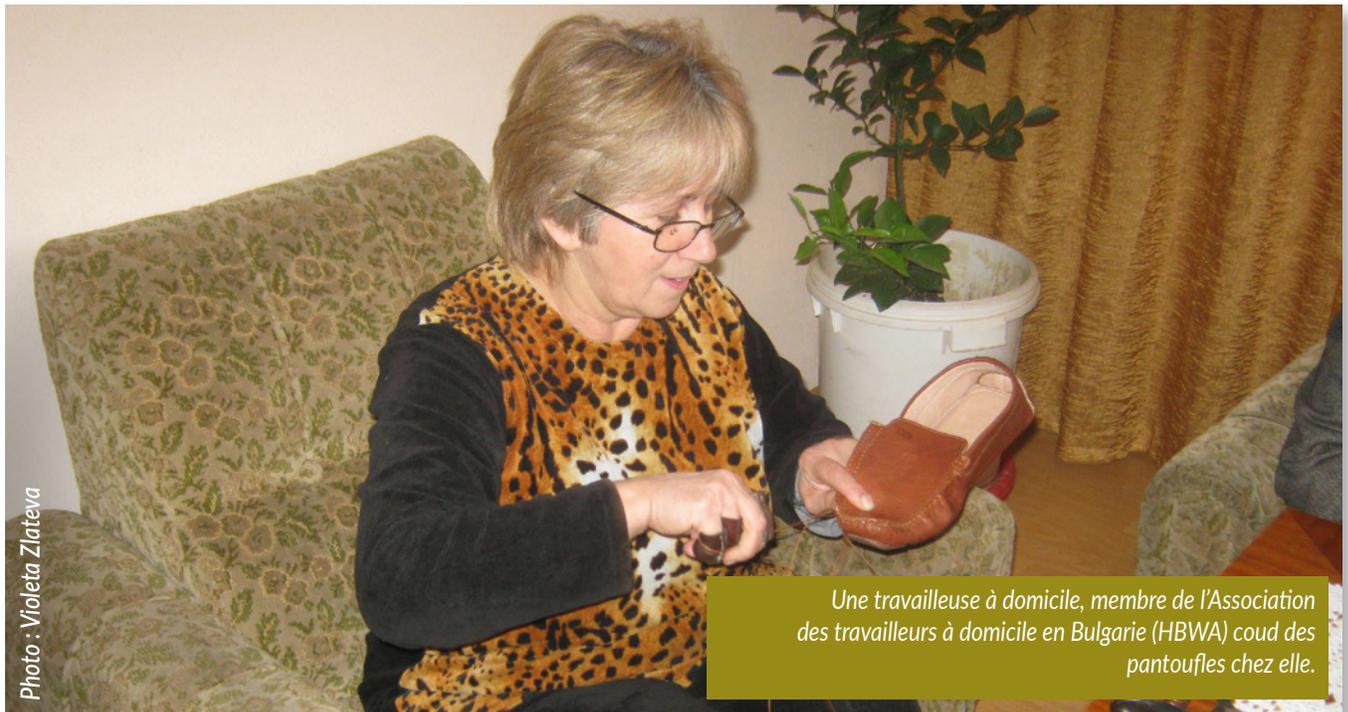
vendeuse-eur-s de rue se sont prévalu du droit administratif pour contester avec succès les décisions des autorités locales. Dans un cas, par exemple, un nouveau règlement a été négocié ; dans un autre cas, les vendeuse-eur-s ont fait échec à la délocalisation de leur commerce.

Grâce à l'atelier, je sais maintenant que l'abus de pouvoir est dû à un manque d'information et que nous disposons d'outils pour nous défendre.

~Vendeur de marché de rue (tianguista) à Mexico

Au Mexique, le programme Droit a établi des relations avec des avocates et avocats de trois centres d'information et d'assistance *pro bono* et a obtenu de leurs directeurs généraux l'engagement de fournir des services gratuits à Mexico. Au Ghana, l'étude que nous avons commandée a révélé que les vendeuse-eur-s sont soumis à 14 règlements différents allant de la loi sur les nuisances au droit de l'environnement. L'analyse que fait WIEGO de ces lois et de leurs relations les unes aux autres sera concrétisée dans un article qui contribuera à éclairer non seulement la stratégie de Justice administrative, mais aussi notre travail plus général au niveau de la ville.

Poursuivant son travail dans le pays, en février 2019, WIEGO a rencontré l'Alliance des commerçants informels de rues d'Afrique du Sud (SAITA) pour élaborer un plan de formations avec les affiliées de trois villes et sensibiliser les autorités locales à leurs responsabilités en vertu de la Loi de 2010 sur la promotion de la Justice administrative.



Une travailleuse à domicile, membre de l'Association des travailleurs à domicile en Bulgarie (HBWA) coud des pantoufles chez elle.

WIEGO aux côtés des travailleuse·eur·s à domicile

Appui aux personnes travailleuses à domicile pour demander la protection de la loi

S'appuyant sur les programmes, Droit, Organisation et représentation, WIEGO a aidé UNITY (le syndicat bulgare des travailleuse-eur-s indépendants et de l'informel) à se prévaloir des mécanismes de rapport de l'OIT dans le cadre d'une stratégie visant à obliger son gouvernement à respecter ses engagements en vertu de la C177.

La Bulgarie a ratifié la C177, la Convention sur le travail à domicile, en 2009. Depuis lors, le gouvernement bulgare a modifié son Code du travail de façon à mettre les travailleuse-eur-s à domicile sur un pied d'égalité avec les autres employés, conformément à la C177. Pourtant, le gouvernement a déclaré que cette législation ne s'applique pas aux travailleuse-eur-s n'ayant pas de contrat.

L'Organisation internationale du Travail (OIT) demande aux pays qui ont ratifié la C177 de soumettre un rapport sur la mise en œuvre de celle-ci, et ce, dans un délai de deux ans, puis tous les cinq ans. À ce propos, UNITY, le syndicat le plus représentatif, et les organisations d'employeurs peuvent commenter le rapport de leur gouvernement et soumettre leurs propres rapports indépendants.

UNITY avait jusqu'au 1^{er} septembre 2018 pour acheminer un rapport à la Commission d'experts du BIT pour l'application des conventions et recommandations (CEACR).

Karin Pape, directrice adjointe du programme Organisation et représentation, et Marlese von Broembsen, directrice du programme Droit de WIEGO, ont organisé en août, avec UNITY, [un atelier à l'intention des personnes travailleuses en domicile](#) de trois jours à Petrich, en Bulgarie. Les participant-e-s ont appris en quoi la loi devrait les protéger et au sujet des mécanismes de notification de l'OIT. Ensuite, elles ont formulé leurs revendications et rédigé un rapport.

L'OIT a également demandé au gouvernement toute recherche officielle sur les conditions de travail des travailleuse-eur-s à domicile. En l'absence de telles recherches, WIEGO a interviewé 30 de ces personnes et a organisé des groupes de discussion avec des travailleuse-eur-s à domicile qui fabriquent des chaussures pour des entreprises italiennes et emballent des chaussettes pour des entreprises grecques. Puis, WIEGO a soumis les résultats de ses recherches au CEACR qui s'en est servi, tout comme le rapport d'UNITY, comme fondement de ses [commentaires et questions au gouvernement bulgare](#).

Qui plus est, le processus a ouvert un espace permettant à UNITY de participer au dialogue social avec le gouvernement et la CITUB, la fédération syndicale. Chose intéressante, la CITUB avait soutenu la position du gouvernement selon laquelle les travailleuse-eur-s à domicile sont des entrepreneurs indépendants à moins qu'ils ne disposent d'un contrat de travail. Toutefois, après que WIEGO a fait remarquer que la législation, amendée suite à la ratification de la C177, ne reflète pas la C177, et une fois que la CITUB s'est vue demandée par le CEACR de répondre au rapport d'UNITY, la CITUB a changé sa position en faveur d'UNITY.

L'organisation gagne du terrain en Afrique

En Afrique du Sud, les efforts visant à mettre en place un réseau national d'organisations de travailleuse-eur-s à domicile ont marqué des progrès grâce à une rencontre-échange entre des groupes d'intéressés dans la province du Kwa Zulu Natal et la province du Cap. De leur côté, au Kenya, les leaders des ces travailleurs apprécient, eux aussi, mieux que jamais, la valeur de s'organiser à l'issue d'un atelier national tenu par WIEGO, en mars 2019, en partenariat avec la [Fédération du Kenya pour le commerce alternatif](#) (KEFAT). Les discussions ont porté sur le développement d'un réseau national de travailleuse-eur-à domicile kenyanes. L'enseignement s'est ensuite répandu dans d'autres pays lorsque 42 ressortissants participants du Kenya, de l'Ouganda, de la Tanzanie, de l'Éthiopie et de l'Afrique du Sud se sont réunis à Nairobi pour la réunion régionale de travailleuse-eur-s à domicile Afrique axée sur la création et le renforcement des organisations des pays représentés et du reste de l'Afrique.

Cap sur un HomeNet International

En mai 2018, un événement marquant a eu lieu, à Stockholm, en Suède, lorsque les représentant-e-s d'organisations et de réseaux de travailleuse-eur-s à domicile de cinq régions se sont réunis pour discuter de la création de HomeNet International. Elles ont convenu d'un processus d'établissement de ce réseau mondial, processus que WIEGO aide maintenant à coordonner, et établi un groupe de travail international qui se réunit régulièrement.

Cette réunion a été suivie d'une autre, encore à Stockholm, en l'occurrence la Conférence sur les perspectives à long terme du travail à domicile, organisée conjointement par les Archives et la Bibliothèque du mouvement ouvrier suédois (ARAB), WIEGO et le Centre d'études sur le développement des femmes (Delhi). Cette conférence, dont un public plus large d'universitaires, a vu présenter des études de recherche qui ont permis de créer une base de connaissances sur les travailleuse-eur-s à domicile du

monde entier. Parmi ces communications figurent des études de WIEGO sur les statistiques et les chaînes d'approvisionnement. Sa coordonnatrice internationale a prononcé un discours liminaire.

HomeNet Asie du Sud-Est et soins de santé universels

Dans le mouvement vers la Couverture santé universelle (CSU), la Thaïlande est considérée comme un chef de file mondial. Sur fond des besoins uniques des travailleuse-eur-s de l'informel, qui doivent être pris en compte lors de la conception des programmes de santé, HomeNet Asie du Sud-Est (HNSEA) a organisé en septembre 2018 un atelier au cours duquel WIEGO, en la personne de Laura Alfes, directrice du programme Protection sociale, a présenté les bonnes pratiques en la matière. L'atelier a réuni des représentant-e-s d'organisations de travailleurs, notamment des réseaux HomeNet en Thaïlande, au Cambodge, en Indonésie, au Laos et aux Philippines, ainsi que des décideurs nationaux en matière de santé, des groupes de la société civile et des alliés sur le terrain. L'atelier avait quatre objectifs : accroître la sensibilisation des citoyen-ne-s et leur engagement envers la CSU ; cerner les possibilités d'alliances ou de coalitions ; commencer à formuler des messages stratégiques clés sur la CSU du point de vue des travailleuse-eur-s de l'informel ; et élaborer un plan de travail et une stratégie couvrant les activités de plaidoyer nationales et régionales.

L'atelier a conduit à une décision majeure selon laquelle le HNSEA devrait concentrer ses efforts de plaidoyer sur la CSU.



Blog WIEGO : [Sororité : comment la solidarité a permis aux femmes en Inde de faire face à la discrimination basée sur le genre](#) (en anglais) par Avi Majithia et Carlin Carr (5 mars 2019).

[La lluvia, no los robots: el 'futuro del trabajo' para las mujeres en empleo informal](#) (en anglais) par Sally Roever (30 avril 2018).

Changement de perspectives

Lors d'une [interview en ligne sur Devex](#), Ruth Levine, directrice sortante du programme Développement mondial et population de la Fondation William et Flora Hewlett, a expliqué à quel point WIEGO l'a aidée à comprendre « combien il est fondamental de soutenir la capacité des organisations autonomes si l'on veut mener un changement social durable. »

Dans une interview accordée à Catherine Cheney, Levine, se référant au travail que fait WIEGO avec les travailleuse-eur-s de l'informel a dit ceci :

Il s'agit donc de vendeuse-eur-s de rue, de récupératrice-eur-s de matériaux et de travailleuse-eur-s domestiques.

WIEGO les aide à s'organiser et à défendre leurs droits dans leur propre ville et pays et même dans les couloirs des Nations Unies et de l'Organisation internationale du Travail. Et depuis vingt ans ou plus que je travaille dans le développement international, je n'avais littéralement jamais été exposé à des groupes comme ceux-là.

WIEGO et d'autres bénéficiaires m'ont vraiment amenée à voir à quel point il est important d'appuyer des groupes composés de personnes qui se battent et qui travaillent pour leur compte et au nom de leurs enfants.



WIEGO aux côtés des vendeuses et vendeurs de rue

Promouvoir l'espace public pour toutes et tous

L'espace public est un bien public auquel toutes les habitant-e-s de la ville ont accès et dont elles peuvent jouir, que ce soit pour leurs loisirs, leurs transports ou pour gagner leur vie. Toutefois, lorsque les utilisations sont divergentes, il en résulte des conflits et ce sont souvent les personnes les plus vulnérables, en l'occurrence les travailleuse-eur-s de l'informel, qui se trouvent exclus de l'espace public. WIEGO est d'avis que l'espace public réglementé offre des possibilités de coexistence pour divers usages, ce qui rend les villes plus dynamiques et plus inclusives.

Le projet [Espace public pour tous](#), lancé en 2018, vise à soutenir les efforts engagés par les responsables municipaux, les travailleuse-eur-s de l'informel et les autres parties prenantes pour réaliser le potentiel que revêtent les espaces publics ouverts à toutes et à tous. Ce projet, mené en partenariat avec Alliance des villes dans le cadre du Programme de travail commun pour une croissance économique équitable dans les villes, a vu organiser par WIEGO, entre autres activités, une série de consultations publiques sur les cinq Villes focales de WIEGO et développer de nouvelles ressources :

[Espaces publics ouverts à toutes et à tous et aux moyens de subsistance informels : un document de synthèse pour les urbanistes et les décideurs politiques](#) (en anglais) : ce document présente des résultats de recherches et d'études de cas mettant en avant les difficultés d'accès à l'espace public que connaissent

les travailleuse-eur-s démunis en milieu urbain et les défis auxquels les administrations municipales sont confrontées en cherchant à réglementer l'accès à l'espace public à l'endroit des utilisateurs concurrents.

[Travailler dans l'espace public : un manuel à l'usage des vendeurs de rue](#) : ce manuel est destiné aux vendeuse-eur-s de rue, individuellement, et à leurs organisations pour les inciter à réfléchir à leurs contributions par leur travail dans l'espace public et aux défis rencontrés, ainsi que pour renforcer leurs capacités à défendre leurs moyens de subsistance.

[Soutien aux travailleuse-eur-s de l'informel dans l'espace public : une trousse d'outils à l'intention des autorités locales](#) (en anglais) : ce guide, destiné aux autorités locales, leur montre comment adopter à l'égard de la gestion de l'espace public une approche intégratrice en prenant en compte les travailleuse-eur-s de l'informel en milieu urbains. La trousse comprend des lignes directrices concernant la collecte de données factuelles aux fins de planification, les principes d'une législation et d'une réglementation inclusives et les recommandations propres à faire participer les vendeuse-eur-s de rue et les parties prenantes de la communauté au travail de planification et de conception.



Blog WIEGO : [Comment les villes peuvent-elles créer un espace public pour toutes et tous](#) (en anglais) Jenna Harvey (22 novembre 2018).

Rejoindre les publics

Lors du sommet [Africités 2018](#) tenu à Marrakech, au Maroc, en novembre 2018, une délégation Villes focales de WIEGO a présenté la trousse d'outils. Cet événement, organisé par Cités et gouvernements locaux unis africains (CGLU Afrique), a rassemblé des autorités locales, des institutions financières, des partenaires de développement et des acteurs de la société civile de toute l'Afrique. Outre la présentation des ressources sous le thème d'espace public, la délégation de WIEGO a partagé son expérience aux côtés des organisations de l'économie informelle, en collaborant avec elles dans les négociations avec les autorités municipales à propos du droit de travailler dans l'espace public.

Les conclusions et les messages clés du projet ont été incorporés dans un rapport du Fonds d'équipement des Nations Unies sur [les terrains et l'espace public dans les villes secondaires d'Ouganda](#). La diffusion et le plaidoyer ultérieurs ont abouti à l'approbation du ministère des Collectivités locales et de l'Association des autorités urbaines d'Ouganda.

Les travaux de WIEGO, consacrés à l'espace public, ont également influencé Alliance des villes, la principale institution à vocation urbaine à l'origine du projet. Fredrik Bruhn, responsable de programmes chez Alliance des villes, a fait savoir que les travaux de WIEGO viendront éclairer les futurs programmes visant les collectivités locales afin de les aider à créer des approches plus inclusives des services publics pour les travailleuse-eur-s de l'informel.

Négocier un tournant à Monrovia, au Libéria

Les vendeuse-eur-s de rue de Monrovia, capitale du Libéria, étaient harcelées par les autorités publiques, comme elles le font encore dans de nombreuses villes. Mais alors elles se sont organisées, ont



Membre de NAPETUL, affiliée à StreetNet International, à Monrovia.
Photo : M. Agyemang

mis sur pied la Fédération des syndicats des petits commerçants et des travailleurs de l'informel du Libéria (FEPTIWUL) et ont commencé à gagner le respect des responsables de la Corporation municipale de Monrovia. En 2018, une nouvelle administration municipale, coiffée par le maire Jefferson Tamba Kojjee, a ouvert la porte à de nouvelles possibilités.

Après d'intenses négociations, la FEPTIWUL a signé avec la municipalité, en septembre 2018, un protocole d'entente historique. Dans un blog publié en janvier 2019, « [Les vendeuses et vendeurs de rue du Libéria amorcent une nouvelle approche avec les autorités municipales](#) » (en anglais), Sarah Orleans Reed et Mike Bird de WIEGO ont expliqué comment ce tournant décisif s'est produit et ce qu'il pourrait signifier en ce qui a trait à l'inclusion du commerce de rue dans une perspective d'avenir de la ville.

Le travail que fait WIEGO avec StreetNet et la FEPTIWUL au Libéria a été financé grâce à une subvention d'Alliance des villes, dont WIEGO est membre.

Vendeurs d'Accra : capacités de négociation, de la solidarité et des réunions de haut niveau accrues

En août 2018, Ville focale Accra de WIEGO a dispensé une formation sur la négociation collective et la négociation en collaboration avec les affiliés de l'Association des vendeurs ambulants et informels du Ghana (IHVAG) et de l'Association des marchés du Grand Accra (GAMA). En plus des avantages de s'unir, les participant-e-s en ont appris aussi sur les facteurs nécessaires au maintien d'organisations fortes et démocratiques, les types de négociation et l'approche efficace des négociations, surtout avec les autorités publiques, pour aboutir aux résultats souhaités, tels que l'accès aux services et aux prestations de santé. Les séances de formation ont également contribué à renforcer la solidarité entre les deux groupes de personnes vendeuses.

Après la formation, la GAMA s'est vue conviée à rencontrer la première dame du Ghana afin de discuter des problèmes auxquels elles sont confrontées sur les marchés. En prévision de cette rencontre, la GAMA a invité les représentant-e-s d'IHVAG à se joindre à elle pour se préparer et, en novembre 2018, les deux associations ont été reçues ensemble par la première dame du Ghana. Cette rencontre a permis de discuter des contributions des travailleuse-eur-s de l'informel au développement local et national. De même, la première dame en a également profité pour affirmer son engagement à fournir des services de garde d'enfants aux travailleuse-eur-s de l'informel.



Blog WIEGO : [Une ville en Inde est devenue un modèle à suivre grâce à son partenariat avec les vendeuses et vendeurs de rue](#) (en anglais) par Randhir Kumar (31 juillet 2018).

[Des célèbres vendeuses et vendeurs de rue à Bangkok se sont manifestés contre les expulsions - et ont obtenu un vaste appui](#) (en anglais) par Chidchanok Samantrakul et Sarah Orleans Reed (8 septembre 2018).



Photo : Sonia Dias

Les récupératrice-eur-s de matériaux à Buenos Aires, aussi bien à Accra et à Dakar, sont en train de se renforcer sur le plan des compétences et organisationnel grâce à un projet d'amélioration de l'environnement et de leurs revenus.

WIEGO aux côtés des récupératrices et récupérateurs de matériaux

Le programme Organisation et représentation de WIEGO travaille d'arrache-pied pour appuyer les efforts d'organisation et de représentation des récupératrice-eur-s de matériaux à Accra, au Ghana, à Buenos Aires, en Argentine, à Dakar, au Sénégal, à Johannesburg (et deux villes voisines), en Afrique du Sud, et à Bogota et d'autres villes en Colombie.

Réduire, par le recyclage inclusif, les déchets dans les villes côtières

Concrètement, ce projet, baptisé ReWCC, accroît la capacité des organisations de récupératrice-eur-s de matériaux de manière à ce qu'elles puissent être officiellement intégrées à la gestion des déchets solides dans leur ville. Dans le monde entier, elles préviennent la pollution des océans par les déchets en recyclant et en réutilisant des matériaux qui se retrouveraient sinon dans l'environnement. Dans de nombreuses villes, ces travailleuse-eur-s de l'informel constituent la seule forme de gestion des déchets.

Comme le veut ce projet, les personnes récupératrices dans trois villes côtières – Buenos Aires (Argentine), Accra (Ghana) et Dakar (Sénégal) – s'emploient à renforcer leurs compétences et leurs organisations, conscients du fait que la force collective, organisationnelle, leur permettra de ramasser plus de matériaux,

en usant de procédés fort respectueux de l'environnement, et d'en tirer un bénéfice économique maximal.

Depuis le lancement du projet en juin 2018, des résultats significatifs ont été atteints :

Buenos Aires (Argentine) – La Fédération argentine des récupérateurs et recycleurs de matériaux [Federación argentina de cartoneros, carreros y recicladores] a intégré 6 000 personnes à la collecte et au traitement formels des déchets recyclables. Soutenue par le projet ReWCC, cette organisation bien ancrée en viendra à mettre fin à la collecte et au tri des matériaux dans leur maison, une pratique qui crée des microdécharges qui peuvent contaminer les quartiers. En mars 2019, un effectif constitué de 1 215 récupératrice-eur-s de matériaux avaient été délocalisés dans une nouvelle usine – le Centre vert – dotée d'un système de traitement semi-industriel standard. D'après les premiers chiffres établis, le traitement des déchets y a augmenté de 174 % et le recyclage du plastique s'est développé en conséquence. En éliminant les microdécharges dans les quartiers, le nouveau système empêche que près de 8,5 tonnes de plastique ne se retrouvent dans les cours d'eau chaque mois.

Depuis le lancement du projet ReWCC, neuf coopératives de Buenos Aires et de Santa Fe ont soit acquis un équipement de base pour traiter les matières plastiques, soit négocié avec les administrations locales des accords leur donnant accès à des centres verts tout équipés. Les nouvelles installations et machines, ainsi que la formation dispensée dans le cadre du projet, ont

considérablement amélioré les conditions de travail de plus de 2 000 personnes et contribuent également à leur intégration dans les systèmes locaux de gestion des déchets solides (GDS).

Accra (Ghana) – L'Association des récupérateurs de la décharge de Kpone (KLWPA) et l'Association des récupérateurs de rue Biakoye (BSPA) ont toutes deux forgé, grâce au projet ReWCC, une identité organisationnelle plus forte et un sens de la solidarité. La deuxième tient des réunions régulières, perçoit les cotisations des membres, a procédé avec rigueur à la sélection de logos pour la carte de membre et a créé des chants. Du côté de la KLWPA, les leaders sont maintenant élus démocratiquement. À la suite des élections, et avec le soutien de WIEGO, les membres ont adopté un slogan, « Zaya : Membres seulement », un logo et un système de paiement des cotisations.

De même, l'association a institué et applique une nouvelle politique en matière de santé et de sécurité à l'égard des membres. C'est-à-dire que, suite à une formation en la matière facilitée par WIEGO, aucune récupératrice-eur-s n'est permise de travailler à Kpone sans l'équipement de sécurité adéquat : bottes, chapeaux, gilet réfléchissant et gants. En outre, elle a mis en place des mesures d'assistance financière mutuelle en cas de blessure ou de perte de travail due à une grossesse.

Au début du projet ReWCC, les récupératrice-eur-s d'Accra ont déclaré ne pas se sentir soutenus par le gouvernement. Mais, depuis que WIEGO a contribué avec eux dans l'élaboration d'une série de recommandations relatives au Projet de politique du Ghana sur les plastiques, le ministère de l'Environnement a incorporé certains éléments dans le projet de politique qui a ensuite été envoyé au Cabinet pour examen et approbation.

Dakar (Sénégal) – Bokk Diom, l'association des récupératrice-eur-s de matériaux travaillant à la décharge de Mbeubeuss, a élu une nouvelle direction en août 2018. Les adhésions ont considérablement augmenté et, selon les rapports, les réunions et les ateliers sont plus productifs. La création d'un Bureau des femmes de Bokk Diom a vu monter en flèche la participation des femmes, qui représentent aujourd'hui 65,6 % des membres (contre 47 % auparavant). De même, les relations avec les autorités publiques à tous les échelons (État, municipal et national) ont été renforcées, ce qui a permis des interactions régulières entre l'association et les autorités dont les décisions influent sur les moyens de subsistance des récupératrice-eur-s.

D'autre part, la formation, élaborée dans le cadre du projet ReWCC et dispensée en 2019, a modifié les perceptions et amélioré la sécurité. Les membres de Bokk Diom se qualifient aujourd'hui de travailleuse-eur-s environnementaux et, conscients de leur impact environnemental, discutent activement des moyens de l'améliorer. Cette prise de conscience a été renforcée par un partenariat avec Zéro Déchet Sénégal, une association à but non lucratif, qui aide Bokk Diom à s'orienter vers des concepts de prévention des déchets (comme la réduction des plastiques à usage unique, lors des formations). En mars, alors en visite à Mbeubeuss, la coordinatrice du projet, Taylor Cass Talbot, a noté que le nombre de membres de Bokk Diom portant un équipement de sécurité a nettement augmenté.

Bokk Diom a également établi un partenariat avec l'Association des pêcheurs de Yoff pour explorer des possibilités de collaboration dans le nettoyage des plages et le recyclage des déchets plastiques.

Échanges mondiaux – Le projet a accueilli deux visites d'échange. La première, tenue à Buenos Aires en novembre 2018, a réuni les leaders provenant des trois villes. Le deuxième échange a eu lieu à Dakar début avril 2019. Dans les deux cas, les récupératrice-eur-s de matériaux ont réalisé des gains importants en ayant pu mettre en commun leur savoir et leur expérience, puis rapatrié au profit de leur organisation respective ce qu'elles en avaient appris.

Le projet ReWCC bénéficie du financement de l'ASDI de la Suède.



Blog WIEGO : [Nouveau projet explore comment les récupératrice-eur-s aident à résoudre la crise du plastique océanique](#) (en anglais) par Taylor Cass Talbot (28 février 2019).

[L'amélioration des décharges au Sénégal n'a pas à déplacer les récupératrice-eur-s de matériaux](#) (en anglais) par Jenna Harvey et Sonia Dias (1^{er} octobre 2018).

[En Inde, ce sont les personnes les plus démunies de Pune qui exploitent le modèle de gestion des déchets le plus efficace au monde](#) (20 février 2019); interview avec Lakshmi Narayan, cofondatrice de la [coopérative des récupératrices de matériaux SWaCH](#) à Pune (en anglais).

Récupérateurs en Colombie : soutien utile pour augmenter leurs revenus et faire face aux menaces

En Colombie, le nombre de villes qui intègrent les récupératrice-eur-s dans le système de GDS – en les rémunérant –, est passé de 9 à 25 en 2018-2019. Dans ces villes, pour leurs services, elles touchent entre 127 et 253 USD par mois, en plus des revenus tirés de la vente de matières recyclables. À l'échelle du pays, l'inclusion et la rémunération de ces travailleuse-eur-s ont fait augmenter de façon appréciable, en volume, la collecte des matières recyclables. Pour y participer, les organisations de personnes récupératrices de matériaux doivent satisfaire aux exigences de certification en termes de compétences. À ce propos, WIEGO prête main-forte à l'[Association nationale des récupérateurs \(ANR\)](#) alors qu'elle se soumet au processus de certification.

Cela dit, 45 villes restent en marge du modèle d'inclusion, malgré une décision de la Cour constitutionnelle ordonnant aux municipalités de les inclure. Et il y a eu des revers récents. Les nouvelles politiques fiscales nationales, en imposant aux organisations de récupératrice-eur-s des exigences onéreuses sous forme de rapports financiers et de taxes très élevées, ont alourdi leur fardeau au point que certaines organisations, parmi les plus petites, ne peuvent plus durer.

À Bogota, la mise en place dans toute la ville, du jour au lendemain, de milliers de conteneurs à ordures (sans que cette mesure soit accompagnée d'une campagne publique quant à leur mode

d'emploi) a eu pour effet de voir les rues jonchées de déchets et réduire la quantité de matériaux disponibles aux récupérateurs. WIEGO, en fournissant d'information, des moyens d'agir, aide ces travailleuse-eur-s à faire face à ces menaces. D'autant plus qu'ils sont devenus plus visibles aux yeux du public grâce à la participation de WIEGO à divers forums publics et universitaires ainsi qu'à des entrevues à la radio et à la télévision.



Blog WIEGO : « [En Colombie, le modèle mondial de recyclage inclusif est menacé](#) » (en anglais) par Federico Parra (24 juin 2019).

Renforcement du rôle des récupérateurs de matériaux en Afrique du Sud

En Afrique du Sud, WIEGO a focalisé son travail sur le renforcement du rôle que jouent les récupérateurs à Johannesburg ainsi qu'à Sasolburg et à Pretoria, deux villes de proximité. Ce rôle, consacré par le projet « [Waste Integration in South Africa](#) » (WISA), qui leur a permis de négocier avec les autorités municipales, a incité les récupérateurs à former une nouvelle structure, l'Organisation des récupérateurs africains (ARO), et les adhésions parmi les récupérateurs ont commencé. Les conflits ont diminué ; les expulsions de ces travailleuse-eur-s de l'espace public ont pris fin grâce à des interventions, notamment la vigilance des médias et les négociations tant avec la police locale qu'avec les habitants. En outre, WIEGO a aidé à faire en sorte que les femmes, récupératrices leaders, se prennent en main grâce à la formation et au soutien en matière de genre.

Assurer les moyens de subsistance à la fermeture des décharges

L'équipe du programme Politiques urbaines (PPU) de WIEGO travaille également avec les récupérateurs de matériaux pour s'assurer qu'ils sont reconnus pour leur travail. Fait notable, au Brésil, l'évolution des politiques et des pratiques dans le secteur des déchets s'est traduite par de meilleures conditions pour ces travailleuse-eur-s. En 2017-2018, le PPU, alors membre du Comité de suivi de la fermeture de la décharge d'Estrutural, a travaillé avec le Département de l'assainissement de Brasilia pour concevoir et suivre un plan de protection des moyens de subsistance des récupérateurs pendant la fermeture de la décharge. Ce processus, qui a permis d'améliorer les moyens de subsistance de ces travailleurs et de leur famille pendant la transition, est aussi le résultat d'un changement de pratique et de politique qu'il a engendré.

Armés des instruments et du savoir-faire technique développés dans le cadre du processus, celui de la fermeture de la décharge d'Estrutural, les groupes de récupérateurs à Johannesburg, Dakar et Accra se sont mis au travail pour influencer sur les politiques relatives à la fermeture des décharges dans leurs villes respectives.

Voir [position de WIEGO sur la fermeture des décharges](#) (disponible également en [anglais](#), [portugais](#) et [espagnol](#))

Mexico : une exposition de photos met en lumière le travail des récupérateurs de matériaux

Le 25 septembre 2018, l'exposition « Trabajadores invisibles » [Les travailleurs invisibles] a débuté au Musée de la mémoire et de la tolérance [Museo de Memoria y Tolerancia] à Mexico. Il s'agit d'une exposition de photos mettant à nu les conditions précaires dans lesquelles travaillent les personnes récupératrices de matériaux de l'informel, qui nettoient la ville de Mexico. Les photos ont été prises par Dean Saffron, un travail facilité par l'équipe Ville focale Mexico, qui a également mis au point un [e-book](#) expliquant la situation des recycleuse-eur-s de l'informel dans la ville. Au-delà, cette initiative a également sensibilisé le public à la nécessité de les protéger et de les rémunérer pour les services qu'elles fournissent. Le lancement, une manifestation de solidarité, a attiré pour la plupart des travailleuse-eur-s de l'informel de différents secteurs, venus marquer leur soutien aux récupérateurs.



L'exposition « Les travailleurs invisibles » montre les conditions de travail précaires des récupérateurs et récupératrices à la Ville de Mexico. Photo : Dean Saffron

Visionnez la vidéo [Exposition sur les travailleurs invisibles au CDMX](#), en espagnol.



Photo : Jennifer Fish

Le deuxième Congrès de la FITD, tenu au Cap, en Afrique du Sud, en novembre 2018, a réuni 107 délégué·e·s d'affiliées du monde entier, ainsi que des observateurs et des alliés issus notamment du monde des syndicats, des ONG du travail et des bailleurs de fonds. Au congrès, Myrtle Witbooi a été réélue présidente de la FITD. Elle est photographiée ici (à gauche) en compagnie de Sally Roever, coordonnatrice internationale de WIEGO.

WIEGO aux côtés des travailleuse·eur·s domestiques

Pour que les travailleuse·eur·s domestiques connaissent leurs droits...

En Afrique, le travail domestique est l'un des principaux secteurs d'emploi des femmes. La Fédération internationale des travailleuse·eur·s domestiques (FITD) et ses affiliées en Afrique ont fait valoir la nécessité de renforcer la capacité d'utilisation de la C189, la Convention de l'OIT sur le travail décent pour ces travailleuse·eur·s, alors qu'elles se battent pour leurs droits.

À ce propos, en juin 2018, WIEGO et la FITD ont organisé à Nairobi, sous le thème « Les travailleuse·eur·s domestiques et la Convention 189 : Pour en faire une réalité... », un atelier tenu par l'Union des employé·e·s de maison, d'hôtels, d'établissements d'enseignement, d'hôpitaux et des travailleuse·eur·s assimilés du Kenya (KUDHEIHA). L'atelier a réuni 28 organisatrice·eur·s et éducateurs venus des pays suivants : l'Afrique du Sud, le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée, le Kenya, le Liberia, le Malawi, le Mali, le Mozambique, la Namibie, le Niger, le Nigeria, l'Ouganda, le Sénégal, la Tanzanie, le Togo, la Zambie, le Zanzibar, et le Zimbabwe.

À l'issue de l'atelier, le Syndicat national des employé·e·s de maison de Guinée (SYNEM-GUINEE) et sa fédération ont élaboré une proposition visant à rapprocher la loi nationale de la C189 que la Guinée a ratifiée. S'inspirant de la loi marocaine sur le travail domestique, la proposition recommande de réglementer les questions relatives au travail telles que les heures (ou la durée)

du travail, les congés annuels, les congés familiaux, les agences de placement et le travail des enfants.

Occasion de démontrer que la C189 répond aux défis auxquels les travailleuse·eur·s domestiques sont confrontés et qu'elle peut améliorer leur vie, si elle est ratifiée et mise en œuvre, l'atelier a également permis d'expliquer le rôle vital que ces travailleurs peuvent jouer dans la mise en œuvre de la C189 en négociant directement avec leur employeur, de quoi s'assurer des droits énoncés dans la Convention, par exemple, un contrat de travail écrit.

Travailleuse·eur·s domestiques : lancement d'une trousse d'outils juridiques

Les programmes Droit et Organisation et représentation de WIEGO se sont également associés à la FITD pour développer, à l'intention des travailleuse·eur·s domestiques, une trousse d'outils améliorée par la suite grâce aux appréciations reçues des participants à l'atelier de juin 2018.

La Trousse d'outils juridiques pour les personnes travailleuses domestiques contient, d'une part, un guide des organisateurs offrant les informations essentielles sur la C189, la Convention sur les travailleurs domestiques, et la Recommandation 201 qui l'accompagne. D'autre part, elle met à disposition un dépliant, soit une vue d'ensemble de la C189, facile à consulter par les travailleurs.

La trousse d'outils a été lancée, officiellement, lors du deuxième Congrès de la FITD tenu au Cap, en Afrique du Sud, en novembre

2018, et elle est aussi disponible en anglais, portugais et swahili. Une version espagnole sera élaborée après consultation avec la FITD et ses affiliés en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Voici ce que dit une participante kenyane de la trousse d'outils, expliquant comment elle l'a utilisée après la formation :

Tout ce qui nous protégera contre les mauvais traitements est écrit ici... Lorsque le responsable du domaine où je travaille a fait venir la police alors que je recrutais d'autres travailleuse-eur-s domestiques pour les syndicats, j'ai montré ce livret aux policiers et déclaré ceci : « Je suis dans mon droit, et si j'ai fait quelque chose de mal, alors emmenez-moi en prison maintenant ». Les policiers m'ont par la suite relâchée.



Blog WIEGO : [Qu'est-ce qui a changé pour les employés de maison depuis l'adoption de la C189 ?](#) Notre équipe Droit fait le point sur les progrès accomplis (en anglais) Pamhidzai H. Bamu-Chipunza (12 juin 2018). Lire cet article [en espagnol](#).

Grossir les rangs : soutien aux organisations des travailleuse-eur-s domestiques dans le cadre d'un nouveau projet pilote

En 2018, la Cour suprême (SCJN, pour son sigle en espagnol) a statué que dans un délai de trois ans, tous les employés de maison au Mexique doivent bénéficier d'un régime de sécurité sociale leur assurant l'accès à diverses prestations : maladie, maternité et santé, invalidité, retraite et assurances-vie. Dans la foulée, la Cour a ordonné à l'Institut mexicain de sécurité sociale (IMSS) de mettre en œuvre un programme pilote. En mars 2019, ce programme a été lancé, et les employeurs peuvent maintenant faire inscrire leurs employés de maison à la sécurité sociale moyennant une cotisation mensuelle (dont le montant varie en fonction du nombre de jours de travail par mois du travailleur domestique). WIEGO a consulté à ce propos les organisations de travailleurs domestiques, CACEH et SINACTRAHO. À leur demande, notre équipe au Mexique a commencé à travailler avec des consultants locaux pour développer une « trousse d'outils pour les travailleuse-eur-s domestiques » expliquant en quoi il est important que les employeurs et les personnes travailleuses domestiques s'y inscrivent et comment s'y prendre.

L'expertise du secteur informel sur la scène mondiale

Chaque année, dans le monde entier, les membres de l'équipe et du réseau WIEGO mutualisent l'expertise, les connaissances et l'expérience issues de notre travail. Comme toujours, ce partage se fait dans le but de faire valoir une perspective qui, parce qu'elle émane des personnes travailleuses de l'informel, permet d'inscrire leurs enjeux à l'ordre du jour. Voici quelques faits saillants de nos interventions participatives en 2018-2019.

La Conférence internationale du Travail 2018

En 2018, « la violence et le harcèlement contre les femmes et les hommes dans le monde du travail » était à l'ordre du jour, pour la première fois, à la 107^e session de la Conférence internationale du Travail (CIT). Dans ce contexte, la Commission normative a tenu des discussions en vue d'établir une nouvelle norme internationale du travail en 2019.

Au sein de sa délégation à la CIT tenue à Genève, WIEGO avait réservé une place aux leaders de travailleurs de l'informel



La délégation WIEGO à la CIT comprenait des leaders qui ont partagé leur expérience en termes de violence et de harcèlement dans leur secteur.

appelées à faire part leur expérience sectorielle, à savoir la violence et le harcèlement dont elles ont fait l'objet en tant que travailleuse-eur-s de la vente de rue, récupération de matériaux et travail à domicile. Notre alliée, la Fédération internationale des travailleuse-eur-s domestiques (FITD), a mis en lumière les difficultés qu'elles rencontrent au travail.

Dans leur appel éloquent, ces organisations ont souligné la nécessité d'une convention internationale, complétée par une recommandation détaillée, pour prévenir la violence et le harcèlement au travail, une convention qui inclut spécifiquement les personnes travailleuses de l'informel et leurs lieux de travail aussi disparates que les problèmes sont divers.

Un an plus tard, ce travail préparatoire a abouti à l'adoption (le vote : 439 pour, 7 contre, 30 abstentions), à la Conférence internationale

du Travail (CIT) tenue à Genève, d'un instrument historique contre la violence et le harcèlement dans le monde du travail. Ce vote marque une victoire importante pour les travailleurs de l'informel – en particulier les femmes – dont les organisations se sont mobilisées sans relâche pour que la Convention 190 de l'OIT puisse protéger les travailleurs comptant parmi les plus vulnérables du monde.



Blog WIEGO : « [Violence et harcèlement au travail : les personnes travailleuses de l'informel ont, elles aussi, besoin de protection](#) » (en anglais) Karin Pape et Leslie Vryenhoek (mai 27 2018).

Commission de la condition des femmes

En mars 2019, plusieurs membres du réseau WIEGO ont participé à la session de la CSW à New York. La [Commission de la condition de la femme \(CSW\)](#) est le principal organe intergouvernemental mondial dont la mission consiste exclusivement à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Pour cette année, la session est centrée sur le thème « Les systèmes de protection sociale, l'accès aux services publics et les infrastructures durables au service de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles ». Alors réunis, les représentant-e-s d'États membres de l'ONU, d'organisations de la société civile et d'entités des Nations Unies ont discuté des progrès et des lacunes dans la mise en œuvre de la Déclaration de Beijing 1995 et du [Programme d'action](#), le principal document de politique mondiale sur l'égalité des sexes, et de la 23e session extraordinaire de l'Assemblée générale (Beijing+5), tenue en 2000, ainsi que des questions émergentes qui touchent à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes.

Parmi les participants figuraient la directrice du programme Protection sociale de WIEGO, [Laura Alfery](#), les représentantes de la [Fédération internationale des travailleuse-eur-s domestiques \(FITD\)](#) et ceux de l'[Association des travailleuses indépendantes \(SEWA\)](#) de l'Inde. La ministre de l'Égalité des sexes du Ghana a invité Dorcas Anah, coordonnatrice de Ville focale Accra de WIEGO, et Mercy Needjan, présidente de l'Association des marchés du Grand Accra, à se joindre à la délégation ghanéenne.

WIEGO a organisé avec ONU Femmes le panel de haut niveau « Protection sociale, services publics et infrastructures durables : des politiques cohérentes pour l'autonomisation des femmes dans le secteur informel ».

WIEGO a également été invité à participer à d'autres événements, notamment ceux-ci :

- « Promouvoir des politiques de protection sociale fondées sur les droits pour l'égalité des sexes : un préalable pour la justice sociale et le développement durable » – Cette table ronde, organisée par la Fondation Friedrich Ebert Stiftung (FES), a vu Laura Alfery aborder sous l'angle du genre la question des droits des travailleuses de l'informel dans

le contexte de la mise en place d'une protection sociale fondée sur les droits.

- « Créer des stratégies communes pour le développement durable : un atelier multipartite » – Le Fonds international Virginia Gildersleeve a tenu une discussion sur l'organisation à la base et a invité WIEGO à partager son expérience auprès des travailleuses de l'informel et de leurs organisations. Les membres de WIEGO ont également discuté des résultats émergents de notre campagne pour les services de garde d'enfants.
- « Une vie plus digne et l'autonomisation des femmes dans la gestion des déchets » – Practical Action, une organisation caritative britannique vouée au développement, a organisé cet événement parallèle afin de mutualiser les enseignements et les recommandations sensibles au genre et tirés du travail au Népal et au Kenya, avec des travailleuse-eur-s de l'informel du secteur des déchets, ainsi que des premières observations au Bangladesh. Jenna Harvey, coordonnatrice mondiale de Villes focales WIEGO, a présenté le travail que fait WIEGO auprès des femmes, en les aidant à se mobiliser pour défendre leurs droits économiques en tant que travailleuses, en l'occurrence les récupératrices de matériaux en s'appropriant le pouvoir de l'action collective.

Les exclus des villes : pleins feux sur l'inclusion

WIEGO a joué un rôle dans la rédaction et le lancement d'un document de travail dans la série *Towards a More Equal City* de World Resources Report. Ce document, intitulé « [Intégrer les personnes exclues : soutenir les travailleuse-eur-s de l'informel pour des villes plus égales et plus productives dans les pays du Sud global](#) » (en anglais), coécrit par Martha A. Chen et Victoria A. Beard (chercheuse au WRI Ross Center for Sustainable Cities), illustre comment les villes du Sud peuvent élaborer des politiques, des lois et des pratiques qui appuient les travailleurs du secteur informel tout en favorisant la productivité économique et la durabilité environnementale. Le lancement, qui a eu lieu en mai 2018, fut marqué également par un débat d'experts sur les conclusions et les recommandations présentées dans le document.

- Blog du WRI sur le même sujet : [Les personnes travailleuses de l'économie informelle font marcher les villes pour tous : Thaïlande, Inde et Colombie ou 3 comptes rendus éclairants](#)

Le droit à la ville

Le Forum politique de haut niveau des Nations Unies (HLPF) sur les objectifs du développement durable s'est tenu à New York en juillet 2018. Tania Espinosa, coordonnatrice de Ville focale Mexico et ancienne membre de l'équipe du programme Droit de WIEGO, y a participé au nom de WIEGO dans le cadre de la Plateforme mondiale du droit à la ville (GPR2C). Lors du Forum, le gouvernement du Mexique a prôné l'inclusion du droit à la ville dans la législation de Mexico. Le droit à la ville a également été abordé lors des rencontres parallèles organisées par la GPR2C, qui a également exploré les interconnexions entre les objectifs du développement durable et le [Nouveau Programme pour les villes](#).

Atelier de partage à propos des travailleuse·eur·s de l'informel à Hanoï

Le tout premier atelier international consacré aux travailleuse·eur·s de l'informel au Vietnam, coorganisé par le Réseau d'action pour les travailleuse·eur·s migrantes (M-Net), Oxfam Vietnam et WIEGO, s'est déroulé à Hanoï en mars 2019. Au nombre des participant·e·s figuraient les leaders de travailleurs migrants vietnamiens de quatre secteurs – du travail domestique, récupération de matériaux, vente de rue et travail à domicile – ainsi que des représentantes du réseau WIEGO : la Fédération internationale des travailleuses domestiques, HomeNet Asie du Sud-Est et HomeNet Thaïlande, Kagad Kach Patra Kashtakari Panchayat (KKPKP) et StreetNet International.

L'atelier avait pour objet de faire comprendre le besoin vital au Vietnam de consolider les activités actuelles liées à la main-d'œuvre informelle, de renforcer les réseaux d'action et de recherche et d'établir des voies de représentation des travailleuse·eur·s.

Au cours de l'événement, les leaders vietnamiennes, abordant le contexte de leur travail, ont évoqué les défis uniques auxquels font face les travailleuse·eur·s migrantes, notamment le manque d'accès aux prestations-maladie et avantages sociaux, qui sont liés au lieu de résidence, la cherté des frais des services de base facturés par les propriétaires et les politiques nationales qui offrent peu de soutien aux travailleuse·eur·s de l'économie informelle. En dehors de ces problèmes particuliers, les défis sectoriels auxquels sont confrontés les travailleuse·eur·s vietnamiennes font écho à ceux des travailleuse·eur·s de l'informel du monde entier. Les participantes internationales ont pu apporter des perspectives plus larges sur les mouvements de travailleurs dans ces secteurs de travail clés.

Après deux jours d'échanges, M-Net et Oxfam Vietnam ont organisé le 13 mars un événement public auquel ont été invités des responsables gouvernementaux, des agences internationales et des ONG pour faire partager les connaissances locales et mondiales sur l'emploi informel. Les panélistes se sont concentrés sur la formalisation de l'économie informelle, comme l'a définie la Recommandation 204 de l'OIT, la plateforme du réseau WIEGO, le ministère vietnamien du Travail et des Affaires sociales (MoLISA) et la Protection sociale des personnes travailleuses de l'informel et migrantes. Les intervenant·e·s internationaux ont expliqué comment les récupérateur·e·s de matériaux à Pune, en Inde, avaient pu accéder aux contrats et aux avantages publics, grâce à leur travail, et comment les travailleuse·eur·s de l'informel en Thaïlande avaient fini par bénéficier de la Couverture santé universelle de la Thaïlande.

L'atelier s'est terminé par un échange de recommandations, élaborées au cours de l'atelier avec les dirigeant·e·s, entre les leaders des travailleuse·eur·s de l'informel. Celles-ci portaient sur les révisions du code du travail pour améliorer les protections juridiques, l'amélioration des communications et du partage des connaissances à l'égard des travailleuse·eur·s de l'informel, l'accès croissant à la protection sociale, la formation professionnelle et la mise en place de réglementations claires concernant la violence familiale et le harcèlement sexuel à l'endroit des travailleuses domestiques.

Soutien à la formation d'une nouvelle cohorte de chercheuse·eur·s sur l'économie informelle

Le programme Politiques urbaines (PPU) de WIEGO fait équipe avec des étudiant·e·s aux études supérieures, contribue aux programmes d'études et influence les chercheuse·eur·s clé. D'autre part, ce que dit le programme sur l'économie informelle, ses assertions et analyses, gagnant du terrain, se reflètent de plus en plus dans le travail des étudiantes et des chercheuses. Ces dernières années, ses travaux ont consisté, entre autres, à collaborer avec 19 étudiant·e·s brésiliens et d'autres pays, du premier aux cycles supérieurs, à superviser cinq étudiant·e·s sud-africains inscrits aux études supérieures à l'Université du Cap et à l'Université Rhodes, et à partager les données de WIEGO avec six étudiants aux États-Unis, à l'Université de Yale, l'Université de Harvard et l'Université de Californie. Ces étudiant·e·s ont mené des travaux les aidant à comprendre le travail digne et l'emploi informel au Zimbabwe, les transitions de l'emploi informel en Afrique du Sud, les pratiques spatiales des vendeuse·eur·s de rue à Gaborone et la nature de l'économie du commerce de rue à Harare. Tous ces étudiant·e·s se servent de documents et de méthodes de WIEGO.

À l'Université de Zambie, la [boîte à outils d'enseignement sur l'économie informelle](#), produite par le PPU, et les publications de WIEGO sur l'économie informelle constituent un élément clé d'un nouveau programme de maîtrise en aménagement du territoire. Ce programme est le fleuron de l'initiative de rénovation des programmes d'études de l'Association africaine des instituts d'urbanisme.

Les ressources WIEGO nous sont très utiles au programme de maîtrise en aménagement du territoire de l'Université de Zambie. Elles nous servent à vulgariser le sujet de l'informalité urbaine (économie informelle), les questions de genre dans la planification urbaine et les moyens de subsistance en milieu urbain.

(Gilbert Siame, professeur et chercheur, Université de Zambie, Département de géographie et d'études environnementales)



Foto: Rashmi Choudhary

Les travailleuses font partager leurs histoires à un public enthousiaste – Le 7 mars, Ville focale Delhi a organisé au prestigieux centre India Habitat un événement intitulé « Témoignages des travailleuse-eur-s de l'informel ». Animé par Marty Chen, conseillère senior de WIEGO, cet événement annuel a donné la vedette à sept travailleuses de l'informel de Delhi qui ont relaté leur propre histoire à un public nombreux et enthousiaste. Marty a su rendre les histoires recueillies dans cet article paru dans le journal Delhi Diary post.

Meilleure sensibilisation locale

Travailleuse·eur·s de l'informel de Lima : leurs enjeux montent avant et après les élections municipales

Les problèmes des travailleuse-eur-s de l'informel étaient au cœur des préoccupations des candidats aux élections municipales de Lima, au Pérou, en partie grâce aux efforts concertés de l'équipe WIEGO, Ville focale Lima, depuis de nombreuses années. Trois semaines avant ces élections, prévues en octobre 2018, tous les principaux partis en lice ont été invités à participer à un dialogue public avec les travailleuse-eur-s de l'informel, occasion aussi pour les leaders des OB de présenter une plateforme de propositions et de revendications. Le dialogue, qui a bénéficié d'une couverture médiatique, a attiré de nombreux participant-e-s, y compris des membres de l'équipe WIEGO, qui tenaient leur réunion annuelle à Lima.

À l'approche des élections, et à plusieurs reprises, la presse a fait appel à WIEGO sollicitant son expertise dans le domaine de l'économie informelle. Carmen Roca, coordonnatrice de Ville focale Lima, a participé à une émission télévisée où on lui a demandé d'évaluer les propositions des candidats à propos des thèmes qui intéressaient les travailleuse-eur-s de l'informel. Roca a également participé à une interview télévisée aux côtés d'un leader de vendeuse-eur-s de rue.

En mars 2019, nouvellement élu, le gouvernement municipal de la région métropolitaine de Lima (y compris les responsables des portefeuilles Développement économique, Affaires féminines, Fiscalité et Développement social) a accepté de rencontrer les leaders d'organisations de l'économie informelle représentant sept secteurs. Lors de la réunion, les travailleuse-eur-s ont

présenté leurs priorités et proposé un dialogue soutenu avec la nouvelle administration.

Les efforts semblent porter fruit. En mars 2019, pour la première fois en quatre ans, et en collaboration avec la Fédération des travailleuse-eur-s du marché, la nouvelle administration municipale a rétabli la Mesa des marchés de détail concurrentiels.

La Coalition oppose au Plan directeur de Delhi les enjeux de l'informel

En 2021, un nouveau Plan directeur de Delhi, qui déterminera les paramètres généraux de l'aménagement de la ville pour les vingt prochaines années, entrera en vigueur. Grâce à une initiative unique, Ville focale Delhi a aidé à mettre sur pied une coalition représentative des groupes et des personnes agissant pour exiger que le plan prenne en compte adéquatement les questions de moyens de subsistance, de genre et d'habitat des citoyen-ne-s démunis. Pour faire avancer la cause, la coalition autour du Plan directeur de Delhi a défini une plateforme et son plan d'action prévoit des réunions communautaires, un financement participatif et une campagne « Moi aussi, je suis Delhi ». Le message central de la campagne est ceci : « L'objectif est de parler de toute la ville et d'aborder toutes les questions urbaines, alors même que nous restons solidaires et faisons porter notre attention sur nos problèmes fondamentaux de personnes travailleuses et exclues de la conception actuelle de l'urbanisation. »



Blog WIEGO : [La vérité sur comment les vêtements sont nettoyés à Dakar](#) (en anglais) par Carlin Carr et Gabriella Tanvé (3 avril 2019).

Rapport financier : exercice clos le 31 mars 2019

Sommaire financier

Le montant total des ressources reçues s'est élevé à 8,94 millions de USD pour l'exercice clos le 31 mars 2019, contre 2,35 millions l'exercice précédent. Le total des ressources dépensées était de 6,873 millions de USD, contre 4,252 millions l'exercice précédent.

Les chiffres pour 2018-2019 sont extraits des comptes statutaires approuvés par les administrateurs le 5 août 2019. Les comptes financiers statutaires complets, au sujet desquels les vérificateurs Crowe UK. LLP (anciennement Crowe Clark Whitehill LLP), ont

donné avis sans réserve, ont été délivrés au Registre des sociétés (Registrar of Companies). Ces extraits peuvent ne pas contenir d'informations suffisantes pour permettre une appréciation complète de la situation financière de la société.

Les vérificateurs ont confirmé aux administrateurs que les chiffres pour 2018-2019, extraits des comptes financiers statutaires, sont en cohérence avec les états financiers statutaires de l'exercice clos le 31 mars 2019

BILAN	2018-19	2017-18
ACTIFS ACTUELS	US \$000	US \$000
Montants à recevoir	223	286
Avoirs en banque	4 001	4 973
TOTAL DES ACTIFS ACTUELS	4 224	5 259
CRÉANCIERS		
Montants à payer	-664	-3 772
ACTIFS NETS	3 560	1 487
FONDS		
Fonds restreints	498	260
Fonds non affectés	3 062	1 227
	3 560	1 487

Source : extrait de comptes statutaires

Pour de plus amples informations, les personnes intéressées devraient consulter les comptes statutaires complets conjointement avec le rapport des vérificateurs et le rapport des administrateurs. Ces documents sont disponibles auprès du secrétariat de la société, au siège social à Manchester, au Royaume-Uni.

Gouvernance financière

Le Comité des finances du Conseil de WIEGO examine les budgets et les rapports de tous les fonds et les comptes WIEGO. D'autre part, les contrôles budgétaires et financiers, revus en permanence, permettent de réduire les risques de sous-utilisation des fonds ou de dépenses excessives de même que d'atténuer l'effet d'une

baisse des recettes au cours d'un exercice donné. Ce risque est encore atténué par la provision des réserves désignées qui s'élèvent actuellement à 671 000 USD. Le Comité des finances s'en remet au Conseil de WIEGO en ce qui a trait aux décisions finales sur les budgets et la gestion des risques.

Recettes et dépenses

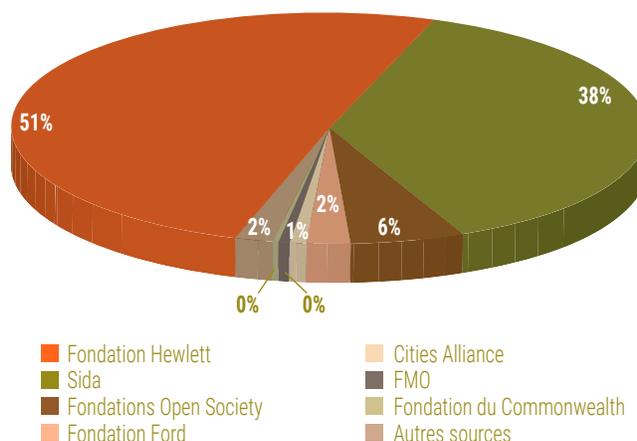
Le présent rapport fait état des montants reçus et des dépenses engagées, imputées sur nos comptes au Royaume-Uni, et reflète les résultats globaux de l'organisation.

Sources des fonds pour l'année 2018-2019

Sources des fonds 2018-2019

Nous sommes très fiers des bailleurs de fonds, d'ailleurs nombreux, qui soutiennent généreusement WIEGO dans ses efforts pour collaborer avec l'autonomisation des travailleuses et travailleurs du secteur informel dans le monde entier.

Nous tenons à remercier les organisations, fondations et gouvernements de leur généreux soutien financier aux programmes et projets de WIEGO.



SOURCES DES FONDS	2018-19	2017-18
	US \$000	US \$000
Fondation William et Flora Hewlett	4 517	105
Agence suédoise pour la coopération au développement international (Sida)	3 365	922
Fondation Rockefeller	-	375
Fondation Ford	200	300
Fondations Open Society	502	299
Cités Alliance	84	60
FMO	50	50
Fondation du Commonwealth	32	39
Comic Relief	-	7
Autres sources	149	182
TOTAL DU FINANCEMENT	8 899	2 339

Source : extrait de comptes statutaires

Utilisation des fonds 2018-2019

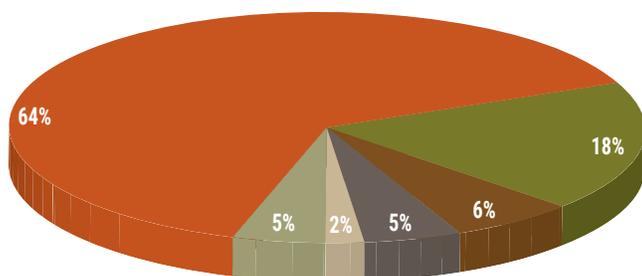
Les tableaux des dépenses résument les dépenses affectées aux principales catégories d'activité de l'organisation et la ventilation par programme de base.

La stratégie de WIEGO est conçue de manière à s'assurer que le maximum de ressources possible sont directement consacrées aux

programmes pour atteindre l'objectif d'apporter des améliorations qualitatives à la recherche, aux efforts de plaidoyer politique et au renforcement des capacités.

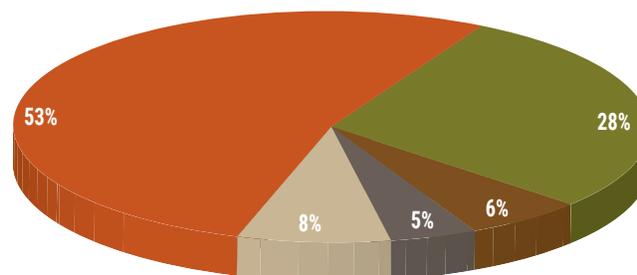
La catégorie « Politiques urbaines » comprend le travail du programme Villes Focales.

Utilisation des fonds pour l'exercice 2018/19



- Mise en œuvre des programmes
- Planification et suivi des programmes
- Opérations et finances
- Réseau, communications et soutien
- Levée de fonds
- Gouvernance

Dépenses des programmes pour 2018/2019



- Organisation et représentation
- Politiques urbaines
- Protection sociale
- Statistiques
- Droit

Note : ce tableau représente toutes les dépenses – planification, mise en œuvre et suivi – des cinq programmes de base. Le programme Villes Focales est compris en Politiques urbaines.



Photo : Jonathan Torgovnik

Publications et ressources de WIEGO

Le nouveau catalogue des publications de WIEGO est disponible en ligne. Dressé par Caroline Skinner, directrice de la recherche urbaine et par Demetria Tsoutouras, responsable des communications chez WIEGO, ce catalogue présente l'éventail quasi-complet de nos travaux sur l'économie informelle.

Série de publications WIEGO

Documents de travail WIEGO

- Alfery, Laura, Francie Lund et Rachel Moussié. 2018. [Informal Workers & The Future of Work: A Defence of Work-Related Social Protection](#). [Les travailleuse-eur-s de l'informel et l'avenir du travail : une défense de la protection sociale liée au travail]. Document de travail WIEGO, n° 37
- Carré, Françoise, Pat Horn et Chris Bonner. 2018. [Collective Bargaining by Informal Workers in the Global South: Where and How It Takes Place](#). [La négociation collective par les travailleuse-eur-s de l'informel dans l'économie informelle des pays du Sud : Où et comment cela se passe-t-il ?]. Document de travail WIEGO, n° 38.
- Coggins, Thomas. 2018. [Informal Work and the Social Function of the City: A Framework for Legal Reform in the Urban Environment](#). [Le travail informel et la fonction sociale de la ville : un cadre de réforme juridique en milieu urbain]. Document de travail WIEGO n° 39.

Brefs WIEGO

- Alfery, Laura et Chidchanok Samantrakul. 2019. [Integrating Occupational Health into Public Health Provision: The Case of HomeNet Thailand](#). [Intégrer la santé au travail dans les services de santé publique : le cas de HomeNet Thaïlande]. Bref politique WIEGO (Protection sociale), n° 18.
- Castaño, Pablo. 2018. [Laws, Legitimacy and Ongoing Struggle: Lessons from Bolivian Policies on Domestic Workers' Rights](#). [Lois, légitimité et lutte permanente : leçons tirées des politiques boliviennes sur les droits des travailleuse-eur-s domestiques]. Note technique WIEGO (Politiques urbaines) no 17 Article disponible également en [espagnol](#).
- Castaño, Pablo. 2018. [The Mobilization of Bolivian Domestic Workers](#). [La mobilisation des travailleuse-eur-s domestiques boliviens]. Note d'organisation WIEGO, no 10 Article disponible également en [espagnol](#).

Documents ressources de WIEGO

- Bamu-Chipunza, Pamhidzai H. 2018. [Promoting Decent Work for Domestic Workers: Lessons From Five Countries](#). [Promouvoir le travail décent en faveur des travailleuse-eur-s domestiques : leçons tirées de cinq pays]. Ressource WIEGO n° 8.
- Carrillo-Rodriguez, Jorge et Sarah Orleans Reed. 2018. [If Street Food Disappears – Projecting the Cost for Consumers in Bangkok](#). [Si la cuisine de rue disparaît : coûts prévisionnels à l'endroit des consommateurs à Bangkok]. Document de travail WIEGO, n° 9.

- Horn, Pat. 2018. [Street Vendor Licensing and Permits – Reflections from StreetNet International](#). [Licences et permis pour la vente de rue - Réflexions de StreetNet International]. Document ressource WIEGO n° 10.

Autres publications de WIEGO :

- Abizaid, Olga. 2019. [Building a More Inclusive and Prosperous Dakar: Recommendations from Informal Workers](#). [Bâtir un Dakar plus inclusif et plus prospère : recommandations des travailleuse-eur-s de l'informel] WIEGO.
- Chen, Martha A. et Victoria A. Beard. 2018. [Including the Excluded: Supporting Informal Workers for More Equal and Productive Cities in the Global South](#). [Intégrer les personnes exclues : soutenir les travailleuse-eur-s de l'informel pour des villes plus égales et plus productives dans les pays du Sud] World Resources Institute.
- Dias, Sonia. 2018. « [Position de WIEGO sur la fermeture des décharges](#) ». Exposé de position de WIEGO. Disponible également en [anglais](#), [portugais](#) et [espagnol](#)
- Espinosa, Tania, Dean Saffron et Olga Abizaid, avec Lucía Fernández. 2018. [Trabajadores invisibles dentro del servicio de limpia de la CDMX](#) [Travailleuse-eur-s invisibles dans le service de nettoyage dans la Ville de Mexico].
- Orleans Reed, Sarah, Ana Carolina Ogando, Poonsap Suanmuang Tulaphan, Chidchanok Samantrakul et Pannee Towakulpanich. 2018. [Informal Workers in Bangkok, Thailand: Scan of Four Occupational Sectors](#). [Les travailleuse-eur-s de l'informel à Bangkok, Thaïlande : analyse de quatre secteurs du travail] WIEGO et HomeNet Thailand.
- WIEGO. 2018. [A Crucial Service: Three Child Care Centres in Bangkok](#) [Un service essentiel : trois garderies à Bangkok].
- WIEGO. 2018. [Balsevikas: Serving Children, Families and Women Informal Workers](#) [Balsevikas : au service des enfants, des familles et des travailleuses et travailleuses du secteur informel].

- WIEGO. 2018. [The Balsewa Benefits: SEWA's Innovative Child Care Centres and Workers](#) [Les prestations Balsewa : les garderies innovatrices et les éducatrices de garderie de la SEWA].
- WIEGO. 2018. [Projeto Cuidar: Mapeamento de Riscos de Saúde de Catadores\(as\)](#) [Projet de prendre soin - Mappage des risques de santé des récupératrices et récupérateurs].
- WIEGO. 2018. [Violence et travail informel : Note d'information](#), WIEGO. Disponible également en [espagnol](#), [anglais](#) et [russe](#).

Documents WIEGO produits en partenariat avec d'autres organisations :

- WIEGO et FITD. 2018. [Votre trousse d'outils sur la C189 de l'OIT : la Convention sur les travailleuse-eur-s domestiques](#). Disponible également en anglais, portugais et swahili
- WIEGO et ILO. 2018. [Cooperatives Meeting Informal Economy Worker's Child Care Needs](#) [Coopératives répondant aux besoins de garde d'enfants des travailleurs de l'économie informelle].
- Droit et POR de WIEGO 2018. [Using South Africa's Administrative Law to Protect the Rights of Informal Workers](#) [Le droit administratif sud-africain : un instrument de protection des droits des travailleuse-eur-s de l'informel].
- WIEGO en collaboration avec les organisations de travailleurs. 2018. [Propuestas y demandas de las trabajadoras y los trabajadores en empleo informal para el nuevo gobierno de la Ciudad de Mexico](#) [Propositions et demandes des travailleuse-eur-s de l'informel pour le nouveau gouvernement de la Ville de Mexico].

Blog WIEGO

Le Blog WIEGO met en vedette les dernières investigations, activités et idées novatrices sur l'économie informelle. Nous avons publié 45 articles en anglais, 11 en espagnol et 9 en français en 2018-2019, et le taux de lecture a augmenté de 108%.

Vous pouvez les retrouver sur www.wiego.org/blog

Contributions à des publications externes

Les membres de l'équipe WIEGO sont souvent auteurs d'articles de recherche.

Monographies

Chen, Martha et Victoria Beard. 2018. [Including the Excluded: Supporting Informal Workers for More Equal and Productive Cities in the Global South](#) 2018. Washington, DC, États-Unis : World Resources Institute.

Articles de revues

Bamu, Pamhidzai H. 2018. ["Extending Occupational Health and Safety Law to Informal Workers: The Case of Street Vendors in South Africa."](#) *University of Oxford Human Rights Hub Journal*, Vol. 1.

Bamu, Pamhidzai H. 2018. ["A Pluralistic Approach to Organizing Migrant Domestic Workers: The Case of the Zimbabwe-South Africa Global Care Chain."](#) *International Journal of Comparative Labour Law and Industrial Relations*, 34, Issue 3.

Moussié, Rachel et Laura Alfes. 2018. "Women Informal Workers Demand Child Care: Shifting Narratives on Women's Economic Empowerment in Africa." *Agenda*, 32 (1).

Rogan, Michael, Sally Roeber, Martha Chen et Françoise Carré. 2018. "Informal Employment in the Global South: Globalisation, Production Relations and 'Precarity.'" *Research in the Sociology of Work*, Vol. 31.

Shezi, B., R. Naidoo, S. Muttoo, A. Mathee, L. Alfery, R. Dobson, P. Ndlovu et R. Street. 2019. ["Informal Sector Occupational Hazards: An Observational Workplace Assessment of the Traditional Medicine Trade \(South Africa\)." *International Journal of Occupational Safety and Ergonomics*](#).

Von Broembsen, Marlese. 2018. "Constitutionalizing Labour Rights: Informal Homeworkers in Global Value Chains." *International Journal of Comparative Labour Law and Industrial Relations*, Vol. 34, Issue 3.

Chapitres de livres

Dans [The Routledge Companion to Planning in the Global South](#). 2018. Sous la direction de Gautam Bhan, Smita Srinivas et Vanessa Watson. London and New York: Routledge

- Bonner, Chris, Françoise Carré, Martha A. Chen et Rhonda Douglas. "Informal Worker Organising and Mobilisation: Linking Global with Local Advocacy"
- Skinner, Caroline et Vanessa Watson. "The Informal Economy in Cities of the Global South: Challenges to the Planning Lexicon."

Dans [The South African Informal Sector: Creating Jobs, Reducing Poverty](#). 2018. Sous la direction de Frederick Fourie. Afrique du Sud : HSRC Press.

- Chen, Martha Alter. "The South African Informal Sector in International Comparative Perspective: Theories, Data and Policies."
- Cichello, Paul et Michael Rogan. "Informal Sector Employment and Poverty Reduction in South Africa: The Contribution of 'Informal' Sources of Income."
- Rogan, Michael et Caroline Skinner. "The Size and Structure of the South African Informal Sector 2008-2014: A Labour-force Analysis."
- Skinner, Caroline. "Informal Sector Policy and Legislation in South Africa: Repression, Omission and Ambiguity."

Dans [The Handbook of Social Policy & Development](#). 2019. Sous la direction de James Midgley, Rebecca Surender et Laura Alfery. London: Elgar.

- Alfery, Laura. "Social Movements, Social Policy & Development."
- Lund, Francie. "The Informal Economy."
- Rogan, Mike et Laura Alfery. "Employment-based Social Protection: 'Productivism', Universalism and Social Citizenship."

Dias, Sonia Marie. 2019. "Roadmap to Inclusion in Urban Solid Waste Management - A Tale of Three Cities," Paquette, Catherine, dans [La ville durable, moteur de transformation sociale ? Regards croisés entre l'Europe, l'Amérique latine et les Caraïbes](#). Retour sur le Colloque de 2018 organisé par l'Institut des Amériques, l'Agence française de développement et la Fondation EU-LAC.

Parra, Federico. 2019. Chapitre 8 : La formalización de los recicladores en Colombia como prestadores del servicio de aseo en el componente de aprovechamiento: logros retos y amenazas ; dans [Estándar Ambiental y Derechos Ambientales en posacuerdos de Paz: Algunos Estudios de Caso](#)/Gregorio Meza Editor; Grupo de Investigación en Derechos Ambientales y Colectivos GIDCA. Bogotá: Universidad Nacional de Colombia. Facultad de Derechos, Ciencias Políticas y Sociales. Instituto Unidad de Investigaciones Jurídico Sociales Gerardo Molina (UNIJUST)

Skinner, Caroline. 2018. "Informal Retail in Africa: Understanding Contributions and Exclusionary Policy Practice." dans Battersby, J. et V. Watson (eds.) [Urban Food Systems Governance and Poverty in African Cities](#). London: Routledge.

Roever, Sally et Caroline Skinner. 2018. [Women's Informal Employment in Africa: New Terrain of Worker Struggles](#). The Future of Women's Work in Africa, BUWA, A Journal of African Women's Experiences. Open Society Initiative for Southern Africa, n° 9, décembre 2018.

Von Broembsen, Marlese et Harvey, Jenna. 2019. [Decent Work for Homeworkers in Global Supply Chains: An Analysis of Existing and Potential Mechanisms for Worker-Centred Governance](#). Université mondiale du travail/OIT n° 54

Autres publications

Karin Pape, sous-directrice du programme Organisation et de représentation, a contribué un article à la publication allemande [Wünsche für die Zukunft. Was ExpertInnen der ILO empfehlen](#).

Videos

- WIEGO. 2018. [The Legacy of John Makwicana, South African Street Trader](#).
- WIEGO. 2018. [This is Recycling - A Johannesburg Reclaimer Explains His Work](#).
- WIEGO. 2018. [GA 2018 - Marty Chen's Keynote Address](#).
- WIEGO. 2018. [Celebrating 20 Years of Organizing for Change](#).
- WIEGO. 2019. [Whose Space is Public Space? Street Vendors in Accra](#).



Photo : Rhonda Douglas

L'équipe de WIEGO a organisé sa réunion annuelle à Lima, Pérou, en octobre 2018. Sur la photo (de gauche à droite) : Joann Vanek, Olga Abizaid et Jane Barrett.

Conseil et équipe WIEGO



La réunion de l'équipe est une occasion unique pour mettre ensemble des personnes qui, en général, sont éloignées les unes des autres. On s'y retrouve en tête-à-tête, on échange des idées et on planifie. Sur la photo (de gauche à droite) : Marlese von Broembsen, Sonia Dias et Ana Carolina Ogando. Photo : Rhonda Douglas

Conseil d'administration

Renana Jhabvala (Présidente)

Association des femmes travailleuses indépendantes (SEWA), Inde

Barbro Budin

Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes, Suisse

Gabriela Calandria Alvarez

StreetNet / AFFE, Uruguay

Debra Davis (trésorière)

Consultante indépendante, Royaume-Uni

Luciana Itikawa

Consultante indépendante, Brésil

Lin Lim

Consultante indépendante, Malaisie

Uma Rani

Organisation internationale du Travail, Inde

William Steel

Université de Ghana, Ghana

L'équipe de WIEGO grandit

Équipe de WIEGO	Mars 2019	
Segment de l'équipe	Nombre	ETP
Coordination internationale	2	2
Bureau d'opérations (Royaume-Uni)	6	5
Programmes/Projets (international)	34	26
Équipe de communications (international)	7	5
Total	49	38



Photo : Jonathan Torgovnik

Plus de 130 personnes issues de 41 pays se sont réunies lors de la 7ème Assemblée Générale de WIEGO. Grâce aux traductrices et traducteurs, ce groupe hétérogène a pu échanger, planifier et nouer des relations pour renforcer le mouvement global de travailleuses et travailleurs de l'informel.

WIEGO

Femmes dans l'Emploi Informel :
Globalisation et Organisation

Rapport annuel de avril 2018 à mars 2019

WIEGO, Ltd.
521 Royal Exchange
Manchester T 44-161-819-1200
GTR Manchester M2 7EN wiego@wiego.org
Royaume-Uni

Éditeur Leslie Vryenhoek
Désign Julian Luckham
de Luckham Creative

 francais.wiego.org

 [/WIEGOglobal](https://www.facebook.com/WIEGOglobal)

 [/WIEGOglobal](https://twitter.com/WIEGOglobal)



Femmes dans l'Emploi Informel :
Globalisation et Organisation